



## PROSPECTUS

*(établi en application des articles 211-1 à 216-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)*

mis à la disposition du public à l'occasion de l'émission de

### TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES A TAUX FIXE

**6,05 % Juin 2008 / Juin 2018**  
garantis par Crédit Agricole S.A.

(code valeur : FR0010622035)

Le taux de rendement actuariel de cette émission est égal à 6,04 %. Il ressort avec un écart de taux de 1,40 % par rapport aux taux des emprunts d'Etat de durée équivalente (4,64 %)(\*) constatés au moment de la fixation des conditions d'émission.

Le Titre Subordonné Remboursable se distingue de l'obligation en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

*Ce prospectus est composé :*

- du document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D 08-0140, ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D 08-0140-R01, de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01 et le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02, ainsi que de sa note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115
- du prospectus Radian ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 07-185 en date du 12 juin 2007 pour les comptes annuels 2006
- du résumé du prospectus
- et de la présente note d'opération.

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 11 juin 2008

**AMF**



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° 08-120 en date du 9 juin 2008 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, auprès de :  
Crédit Agricole S.A. - Service des Publications, 91/93 boulevard Pasteur – 75015 Paris.  
Il est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)  
ou sur le site Internet de Crédit Agricole S.A : [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)

(\*) taux constaté aux environs de 15h05 en date du 9 juin 2008

## **SOMMAIRE**

	<i>Facteurs de Risques</i>	<i>page 3</i>
	<i>Résumé du prospectus</i>	<i>page 6</i>
CHAPITRE I	Responsables du prospectus Responsables du contrôle des comptes	pages 12 & 13 page 14 et 15
CHAPITRE II	Renseignements concernant l'émission	page 16
 <b>PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR</b>		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital	page 23
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur	page 25
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats	page 30
CHAPITRE VI	Organes d'administration, de direction et de surveillance	page 57
CHAPITRE VII	Evolution récente et perspectives d'avenir	page 59
CHAPITRE VIII	Actualisation liée à l'entrée en vigueur du Règlement européen	page 59
 <b>DEUXIEME PARTIE : LE GARANT</b>		
CHAPITRE III	Renseignements de caractère général concernant le Garant et son capital	page 60
CHAPITRE IV	Renseignements concernant l'activité du Garant	page 60
CHAPITRE V	Patrimoine, situation financière et résultats du Garant	page 60
CHAPITRE VI	Gouvernance d'entreprise et contrôle interne	page 61
CHAPITRE VII	Renseignements concernant l'évolution récente et les perspectives d'avenir	page 61
	Mentions légales, coupon-réponse	

## **FACTEURS DE RISQUES**

L'Emetteur considère que les facteurs ci-dessous sont susceptibles d'affecter sa capacité à remplir ses obligations au titre des titres subordonnés. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire ; l'Emetteur n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

Les facteurs qui sont importants dans le but de déterminer les risques de marché associés aux titres subordonnés sont décrits ci-dessous.

L'Emetteur considère que les risques décrits ci-dessous constituent les risques principaux inhérents à l'investissement dans les titres subordonnés, mais l'incapacité de l'Emetteur à payer tout montant au titre de ou en relation avec les titres subordonnés peut survenir pour des raisons autres que celles décrites ci-dessous. L'Emetteur ne déclare pas que les éléments donnés ci-dessous relatifs aux risques liés à la détention de titres subordonnés sont exhaustifs. Les investisseurs potentiels doivent également lire les autres informations détaillées dans le présent Prospectus et parvenir à se faire leur propre opinion avant de prendre une décision d'investissement.

### **A) Facteurs de Risques liés à l'Emetteur**

#### **1) Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité**

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIAN et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

#### **2) Dispositif de contrôle interne général**

- a. Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il Approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne.
- b. L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant.

#### **3) La qualité de crédit de l' Emetteur**

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

### **B) Facteurs de risques liés au Garant**

#### **Facteurs pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations**

Les événements imprévus/de force majeure, tels que les catastrophes naturelles graves, attaques de terroristes ou d'autres états d'urgence peuvent mener à une interruption brusque des opérations du Garant et peuvent causer des pertes substantielles. De telles pertes peuvent concerner la propriété, les actifs financiers, les positions commerciales et les employés principaux.

De tels événements imprévus/de force majeure peuvent également entraîner des coûts additionnels et augmenter les coûts du Garant. De tels événements peuvent également rendre indisponible la couverture pour certains risques et augmenter ainsi le risque du Garant.

Le Garant exerce son activité dans un environnement qui fait naître des risques dont certains qu'il ne peut pas contrôler. En particulier, l'activité, la situation et les résultats du Garant sont étroitement liés aux conditions économiques générales, en particulier dans le secteur du crédit, ainsi qu'à l'évolution des marchés financiers. Dans ces conditions, un repli des marchés financiers et/ou une évolution défavorable des conditions économiques générales, spécialement dans le secteur du crédit seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

### **La qualité de crédit du Garant**

Le Garant émet un grand nombre d'instruments financiers sur une base globale et, à tout moment, les instruments financiers émis peuvent représenter un montant important. En achetant les titres, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit du Garant et de nulle autre personne.

Les situations décrites ci-dessus peuvent avoir des conséquences négatives sur l'investissement dans les titres. Le Garant n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour ces conséquences et l'impact sur l'investissement.

## **C) Facteurs de Risques liés aux Titres subordonnés remboursables**

### **1) Facteurs de Risque liés à la structure particulière des Titres Subordonnés Remboursables**

Les Titres Subordonnés Remboursables ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels

#### **Titres Subordonnés Remboursables :**

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'Emetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

#### **Risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables**

Les risques généraux liés aux Titres Subordonnés Remboursables sont décrits brièvement ci-dessous :

*La Directive de l'Union Européenne sur l'épargne.*

*Si, suite à l'entrée en vigueur de la Directive de l'Union Européenne sur l'Epargne, un paiement doit être fait ou encaissé dans un Etat Membre qui a opté pour le système de retenue à la source et une taxe ou un montant relatif à une taxe doit être retenu de ce paiement, ni l'Emetteur ni un quelconque agent payeur ni aucune autre personne ne sera obligé(e) de payer une somme supplémentaire au titre des Titres Subordonnés Remboursables du fait de l'application de cette retenue à la source.*

#### **Changement de loi**

Les modalités des Titres Subordonnés Remboursables sont fondées sur les lois en vigueur à la date du Prospectus. Aucune assurance ne peut être donnée sur l'impact d'une éventuelle décision de justice ou changement de loi ou de pratique administrative après la date du Prospectus.

#### **Possible modification des modalités des titres subordonnés**

Les modalités des titres subordonnés permettent à l'assemblée générale des porteurs de titres de modifier les termes des titres subordonnés dès lors que deux-tiers des porteurs présents ou représentés approuvent les modifications. Toute modification ainsi approuvée s'imposera à l'ensemble des porteurs des titres subordonnés.

## **Absence de conseil juridique ou fiscal**

Chaque investisseur potentiel est invité à consulter ses propres conseillers quant aux aspects juridiques, fiscaux et connexes d'un investissement dans les Titres Subordonnés Remboursables.

## **2) Risques de marché et autres facteurs de risque**

### **Risques liés au marché en général**

Ci-dessous sont brièvement décrits les principaux risques de marché, y compris le risque de liquidité, le risque juridique, le risque de taux et le risque de crédit.

#### ***Le marché secondaire***

Il existe un marché secondaire pour les Titres Subordonnés Remboursables mais il se peut qu'il ne soit pas très liquide. En conséquence, les investisseurs pourraient ne pas être en mesure de vendre leurs Titres Subordonnés Remboursables facilement ou à des prix qui leur procureraient un rendement comparable à des investissements similaires pour lesquels un marché secondaire s'est développé. C'est dans ce contexte que l'Emetteur a signé un contrat d'animation de marché avec CALYON.

#### ***Risques liés aux taux d'intérêt***

Les Titres Subordonnés Remboursables portent intérêt à taux fixe. L'évolution des taux d'intérêt sur le marché peut affecter défavorablement la valeur des Titres Subordonnés Remboursables.

#### ***La baisse de notation de crédit du Garant peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables***

La notation de crédit du Garant est une évaluation de sa capacité à faire face à ses obligations de paiement, y compris celles résultant des Titres Subordonnés Remboursables. En conséquence, une baisse réelle ou anticipée dans la notation de crédit du Garant peut affecter la valeur de marché des Titres Subordonnés Remboursables.

#### ***Les Titres Subordonnés Remboursables ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs***

L'investissement dans les Titres Subordonnés implique une connaissance et une expérience des transactions sur les marchés de capitaux ainsi qu'une correcte évaluation des risques inhérents aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs ne devront prendre leur décision qu'après une étude approfondie des informations contenues dans le Prospectus, et dans les documents qui y sont incorporés par référence, et des informations d'ordre général relatives aux Titres Subordonnés.

Les investisseurs potentiels devront s'assurer qu'ils disposent de ressources financières suffisantes pour supporter les risques inhérents à l'acquisition des Titres Subordonnés.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de comprendre parfaitement la nature des Titres Subordonnés et des risques qui en découlent, et de vérifier l'adéquation d'un tel investissement au regard de leur situation financière et de procéder à leur propre analyse (seuls ou avec l'assistance de leur(s) conseil(s), des aspects juridiques, fiscaux, comptables et réglementaires relatifs à l'acquisition de Titres Subordonnés). L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que les Titres Subordonnés ne sont pas nécessairement adaptés à tous les investisseurs.

De même, les investisseurs potentiels devront être capables d'évaluer (seuls ou avec l'assistance d'un conseiller financier), les évolutions économiques et autres facteurs qui pourraient affecter leur investissement et leur capacité à supporter les risques qui en découlent.

Les activités d'investissement de certains investisseurs sont soumises à des lois et règlements spécifiques, ou à l'examen ou au contrôle par certaines autorités. Chaque investisseur potentiel doit consulter ses propres conseils juridiques pour déterminer si, et dans quelle mesure, il peut légalement acheter des Titres Subordonnés, les Titres Subordonnés peuvent servir de garantie pour diverses formes d'emprunts et si d'autres restrictions s'appliquent pour l'achat ou la mise en garantie des Titres Subordonnés.



## RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

### EMISSION de TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES A TAUX FIXE 6,05 % Juin 2008 / Juin 2018

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 08-120 en date du 9 juin 2008  
Code valeur FR0010622035*

#### **Avertissement au lecteur**

*« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.*

*Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire ».*

#### **A - CONTENU ET MODALITÉS DE L'OPÉRATION**

1. **Montant de l'émission :** 234 000 000 euros représenté par 234 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal
2. **Caractéristiques des titres émis :** Les titres émis sont des titres de créance non complexes.
  - 2.1. **Prix d'émission :** 100,044 % soit 1,00044 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la date de Règlement
  - 2.2. **Période de souscription :** 11 juin 2008 au 25 juin 2008 inclus et pourra être close sans préavis
  - 2.3. **Date d'Entrée en Jouissance :** 26 juin 2008
  - 2.4. **Date de Règlement :** 26 juin 2008
  - 2.5. **Intérêt**

Les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt annuel de 6,05 % du nominal, soit 0,0605 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 26 juin de chaque année ou le jour ouvré suivant si ce jour n'est pas un jour ouvré et pour la première fois le 26 juin 2009 et pour la dernière fois le 26 juin 2018, soit un taux de rendement actuariel de 6,04 %.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

#### **2.6. Amortissement, remboursement :**

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 26 juin 2018 par remboursement au pair ou, si ce jour n'est pas un Jour de Règlement TARGET, le Jour de Règlement TARGET suivant.

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement. Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

Les titres subordonnés ainsi rachetés seront annulés.

2.7. **Durée et vie moyenne** : 10 ans à compter de la Date de Règlement.

2.8. **Rang de créance - Maintien de l'emprunt à son rang** :

***Subordination du capital***

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

***Non subordination des intérêts***

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

***Maintien de l'emprunt à son rang***

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

2.9. **Garantie** :

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A.. La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

2.10. **Notation** : Cette émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation

2.11. **Mode de représentation des porteurs de titres** :

Faisant application de l'article L.228-46 du Code de Commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse (la Masse) jouissant de la personnalité civile. Faisant application de l'article L.228-47 du dit Code, sont désignés :

*Le représentant titulaire est :*

Monsieur Stéphane MONIN

demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

*Le représentant suppléant est :*

Monsieur Philippe de LAMARZELLE

demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust

2.12. **Le service financier** de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis ..... ) centralisé par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur, sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes et le service des titres subordonnés remboursables (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust mandaté par l'Emetteur.

2.13. **Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige** : droit français.

Les tribunaux compétents, en cas de litige, sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et, sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

## 2.14. But de l'Emission

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales.

## B - ORGANISATION ET ACTIVITE DE L'EMETTEUR

### 1. Renseignements de caractère général concernant l'émetteur, ses organes d'administration :

#### *Forme et Législation*

Radian est une société anonyme à conseil d'administration régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le nouveau code de commerce.

Elle a été créée le 20 novembre 1989 sous le nom de VALINTER IV. L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a changé la dénomination sociale de la Société en « RADIANT » et l'a dotée d'un capital de 5 000 000 de F.

Le 25 juin 2002, le capital détenu à hauteur de 99,99 % par la société SEGESPAR du Groupe Crédit Agricole S.A. a été cédé à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

#### *Objet social*

Elle a pour objet de faciliter à moyen et long terme toutes opérations initiées par des entités affiliées à Crédit Agricole S.A., dont les émissions de bons ou emprunts subordonnés ou non, de nature obligataire, employés à la souscription de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole.

#### *Principaux actionnaires*

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 31 décembre 2007, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social.

### 2. Renseignements de caractère général concernant le capital :

#### *Capital social*

Le montant du capital social est de 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées.

Depuis le 18 juin 1999, la valeur nominale d'une action a été fixée à 15 euros.

### 3. Renseignements concernant l'activité de l'émetteur :

Au cours de l'année 2007, la SA RADIANT a poursuivi son rôle d'émetteur de titres subordonnés remboursables pour le compte des Caisses Régionales de Crédit Agricole, afin de leur permettre d'ajuster si besoin le niveau de leurs fonds propres.

*Bilan de la S.A. RADIANT (aux 31 décembre 2007, 31 décembre 2006) (en milliers d'euros)*

ACTIF	31/12/2007	31/12/2006
Actif Immobilisé	2 791 423	2 694 861
Autres créances		4
Valeurs mobilières de placement	2 042	
Disponibilités	799	2608
Actif Circulant	2 841	2 612
Primes remboursement. des obligations	480	757
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 794 744</b>	<b>2 698 230</b>

PASSIF	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	750	750
Réserves	942	942
Report à nouveau	418	143
Résultat de l'exercice	173	325
Capitaux Propres	2 283	2 160
Provisions	392	392
Dettes	2 792 069	2 695 678
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 794 744</b>	<b>2 698 230</b>



*Les chiffres clés*

*Compte de résultat résumé en milliers d'euros*

	31/12/2007	31/12/2006
Résultat d'exploitation	- 7 196	- 6 171
Résultat financier	7 527	6 589
Résultat exceptionnel		3
Impôts sur les bénéfices	-158	-96
<b>Bénéfice ou perte</b>	<b>173</b>	<b>325</b>

**C - ORGANISATION ET ACTIVITE DU GARANT**

**1. Renseignements de caractère général concernant le Garant :**

*Dénomination sociale* : Crédit Agricole S.A.

*Secteur d'activité* : Banque

*Nationalité* : Société anonyme de droit français

*Capital social* : Au 31 mars 2008, après deux augmentations de capital réalisées en 2007, le capital social est de 5 009 270 616 euros. Il est divisé en 1 669 756 872 actions de 3 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Les Caisses régionales détiennent 54,39 % du capital via la SAS Rue La Boétie et les salariés 6,18 % au travers des FCPE et PEE. A la connaissance de Crédit Agricole S.A., il n'existe aucun autre actionnaire que la SAS Rue de la Boétie détenant 5% ou plus de son capital ou de ses droits de vote.

Crédit Agricole S.A. vient de lancer une augmentation de capital pour renforcer ses ratios prudentiels. Cette augmentation de capital en numéraire avec droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'un montant (prime d'émission incluse) de 5,9 milliards d'euros, est ouverte du 6 juin au 24 juin 2008 inclus.

*Aperçu des activités* : L'activité de Crédit Agricole S.A. se répartit en 6 pôles métiers (Banque de proximité en France – Caisses régionales ; Banque de proximité en France – LCL ; Banque de détail à l'international ; Services financiers spécialisés ; Gestion d'actifs, assurances et banque privée ; Banque de financement et d'investissement) auquel s'ajoute un pôle « Gestion pour compte propre et divers ».

**Informations financières sélectionnées**

**Données consolidées du groupe Crédit Agricole S.A. :**

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2006 (auditées)	31/12/2007 (auditées)	31/03/2008 (non auditées)
<b>ACTIVITE</b>			
Total du bilan	1 260 533 *	1 414 223	1 483 398
Prêts et créances sur clientèle	248 145	302 444	312 278
Dettes envers la clientèle	350 811	387 253	393 295
Capitaux propres totaux	39 089 *	46 474	44 988
Capitaux propres part du groupe	34 319 *	40 691	39 437

\* Par rapport aux chiffres publiés au titre de l'exercice 2006, le montant global a été réduit au 31 décembre 2006 de 763 millions d'euros au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires.

Au 31 mars 2008, les capitaux propres part du Groupe, s'élèvent à 39,4 milliards d'euros, en baisse de 3,1 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier, principalement du fait de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente. Les emplois pondérés s'élèvent à 328,3 milliards d'euros.

Le ratio européen de solvabilité CRD s'établit à 8,3 % et le ratio Tier one à 7,7 %.

Compte de résultat consolidé - résumé (en millions d'euros)	2006* (audités)	2007 (audités)	Premier trimestre 2008 (non audités)
Produit net bancaire	16 187	16 768	4 110
Résultat brut d'exploitation	5 832	4 050	892
Résultat net	5 258	4 556	1 006

#### Contribution des métiers au résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A.

(en millions d'euros)	2006 *	2007	Premier trimestre 2008
Banque de proximité en France – Caisses régionales	759	778	201
Banque de proximité en France - LCL	680	553	158
Banque de détail à l'international	529	460	109
Services financiers spécialisés	463	595	119
Gestion d'actifs, assurances et banque privée	1 547	1 899	415
Banque de financement et d'investissement	1 645	(904)	(795)
Gestion pour compte propre et divers	(763)	663	685
<b>TOTAL</b>	<b>4 860</b>	<b>4 044</b>	<b>892</b>

\* Par rapport aux chiffres publiés antérieurement, le montant des gains ou pertes nets sur autres actifs a été réduit de 61 millions d'euros au 31/12/2006 au titre du changement de méthode relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires. Cf note 1.2 de l'annexe aux états financiers relatifs aux comptes consolidés annuels 2007 publiés dans le document de référence.

#### Evolution récente de la situation financière et perspective

Dans un environnement fortement perturbé, Crédit Agricole S.A. a dégagé, au premier trimestre 2008, un résultat net part du Groupe de 892 millions d'euros. Ce résultat traduit (i) une base solide de résultats récurrents des métiers de Banques de détail et des Métiers spécialisés (Services financiers spécialisés, Gestion d'actifs, assurances et banque privée) (ii) une contribution négative (-795 millions d'euros) de la Banque de financement et d'investissement qui a enregistré de nouvelles dépréciations significatives liées à la crise sur l'immobilier résidentiel américain.

Le groupe a été confronté aux difficultés liées à la crise du subprime américain qui s'est amplifiée à partir de l'été 2007 ; les dépréciations substantielles sur le portefeuille «subprime » s'élevant à 1 249 m € (par rapport à un total en 2007 de 4 290 m €).

Le conseil d'administration du 14 mai dernier a avalisé un plan d'actions visant à renforcer les ratios de solvabilité qui sera accompagné de mesures de maîtrise des charges.

Ces mesures seront accompagnées d'une gestion resserrée des fonds propres visant une croissance contenue des actifs. Dès le retour à un environnement financier stabilisé, l'objectif est d'améliorer le taux de distribution conformément aux standards européens.

#### Résumé des principaux facteurs de risques propres à la Société et son activité

Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risque décrits aux pages 106 à 135 et les notes 2 et 10 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société au 31 décembre 2007 figurant aux pages 195 et 255 du document de référence de la Société déposé auprès de l'AMF le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140 ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'AMF le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01, aux pages 48 à 89 de sa première actualisation déposée auprès de l'AMF le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01, ainsi qu'à la deuxième actualisation déposée auprès de l'AMF le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02

## **D - RESUME DES FACTEURS DE RISQUES**

Certains facteurs peuvent affecter l'aptitude de l'Emetteur à respecter ses engagements relatifs aux Titres Subordonnés Remboursables.

Ces facteurs sont repris en page 3 du prospectus sous la dénomination « Facteurs de risque » et précisent (i) certains facteurs de risques liés à l'Emetteur ou à son secteur d'activité, (ii) certains facteurs de risques liés au Garant pouvant affecter la capacité du Garant à remplir ses obligations au titre des Titres Subordonnés Remboursables, (iii) certains facteurs de risque liés aux Titres Subordonnés Remboursables et (iiii) des risques de marché et autres facteurs de risque. Ainsi l'attention des investisseurs est attirée notamment sur la particularité liée à la subordination des Titres Subordonnés Remboursables.

Les investisseurs devraient avoir une connaissance et une expérience en matière financière et commerciale suffisante de manière à pouvoir évaluer les avantages et les risques d'investir dans les Titres Subordonnés Remboursables.

## **E - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

### **Documents accessibles au public**

Les documents relatifs à la Société RADIAN et, en particulier, ses statuts, ses comptes, ses rapports présentés à ses Assemblées par le Conseil d'administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 91-93 boulevard Pasteur -75015 PARIS

Des compléments d'informations sont disponibles dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D 08-0140 ayant fait l'objet d'un rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D 08-0140-R01, de ses actualisations déposées auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01 et le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02 ainsi que de sa note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115

## **CHAPITRE I**

### **RESPONSABLE DU PROSPECTUS ET DU CONTROLE DES COMPTES**

#### **1. L'EMETTEUR**

##### **1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS**

Olivier NICOLAS, Directeur Général de la société RADIANT S.A.

##### **1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DE L'EMETTEUR**

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes de la société RADIANT donnés dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

**Le Directeur Général de RADIANT S.A**

**Olivier NICOLAS**

## **2. LE GARANT**

### **2.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS**

Georges PAUGET, Directeur Général de Crédit Agricole S.A.

### **2.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE AU TITRE DU GARANT**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations relatives à Crédit Agricole S.A. contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes du Garant donnés dans le présent prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Le Directeur Général de Crédit Agricole S.A

Georges PAUGET

### 1.3. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DE L'EMETTEUR

#### *Titulaire :*

---

ERNST & YOUNG et Autres  
Société représentée par Valérie MEEUS  
41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex  
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

#### *Suppléant :*

---

Société Picarle et Associés  
11, allée de l'Arche  
92400 Courbevoie  
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

**ERNST & YOUNG et Autres** a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2007 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

**La société Picarle et Associé** a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2007 jusqu'à l'issue de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

### 1.4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES DU GARANT

#### Contrôleurs légaux des comptes

##### Titulaires :

**Ernst & Young et Autres**  
Société représentée par Valérie Meeus  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Société représentée par Gérard Hautefeuille  
63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

---

##### Suppléants :

**Picarle et Associés**  
Société représentée par Denis Picarle  
11, allée de l'Arche  
92400 Courbevoie

**Pierre Coll**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

---

**Barbier Frinault et Autres** a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

**PricewaterhouseCoopers Audit** a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société, représentée par Valérie Meeus, est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002. Elle a pris le nom de **Ernst & Young et Autres** depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006.

**Alain Grossmann** avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société **Picarle et Associés** a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit, représenté par Gérard Hautefeuille, est membre du réseau PricewaterhouseCoopers.

**Pierre Coll** a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

#### 1.5. RESPONSABLES DE L'INFORMATION

**de l'Emetteur** : Olivier NICOLAS - Directeur Général de Radian  
**du Garant** : Bertrand BADRE – Directeur Finances Groupe

## CHAPITRE II

### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMISSION

#### 2.1. CADRE DE L'EMISSION

##### 2.1.1. Autorisations

Suite à la publication de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières, le Conseil d'Administration réuni le 25 septembre 2007 a décidé de procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations subordonnées ou non, à durée déterminée ou indéterminée, ou de bons de souscription d'obligations libellés en euros ou en devises étrangères, les obligations pouvant éventuellement être assorties de bons de souscription d'obligations de même type, dans la limite d'un montant maximum de 2 500 000 000 euros, ces émissions pouvant être constituées de titres subordonnés remboursables d'un euro de nominal à taux fixe ou variable, indexés sur tout type d'index ou de valeurs mobilières ou non.

Le Directeur Général, Monsieur Olivier NICOLAS a donc décidé de faire partiellement usage de cette autorisation et de procéder à l'émission d'un emprunt d'un montant de 234 000 000 euros représenté par des titres subordonnés

##### 2.1.2. Nombre, valeur nominale des titres, produit de l'émission

Le présent emprunt subordonné remboursable d'un montant nominal de 234 000 000 euros, est représenté par 234 000 000 titres subordonnés remboursables de un euro nominal.

Le produit brut minimum estimé de l'émission est de 234 102 960 euros.

Le produit net minimum de l'émission, après prélèvement sur le produit brut d'environ 3 393 000 euros correspondant aux rémunérations dues aux intermédiaires financiers et d'environ 37 000 euros correspondant aux frais légaux et administratifs, s'élèvera à 230 672 960 euros.

##### 2.1.3. Tranches internationales ou étrangères

La totalité de l'émission est réalisée sur le marché français. Il n'y a pas de tranche spécifique destinée à être placée sur le marché international ou un marché étranger.

##### 2.1.4. Droit préférentiel de souscription

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription à la présente émission.

##### 2.1.5. Période de souscription :

La souscription sera ouverte du 11 juin 2008 au 25 juin 2008 inclus et pourra être close sans préavis.

##### 2.1.6 Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions

Les souscriptions en France seront reçues dans la limite des titres disponibles auprès des guichets des agences des Caisses Régionales de Crédit Agricole

#### 2.2. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

##### 2.2.0. Nature, forme et délivrance des titres émis

Les titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française.

Les titres émis sont des titres de créance non complexes.

Les titres subordonnés pourront revêtir la forme nominative ou au porteur au choix des détenteurs.



Ils seront obligatoirement inscrits en comptes tenus, selon les cas, par :

- Crédit Agricole S.A. mandaté par la Société RADIAN pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire habilité au choix du détenteur pour les titres au porteur.

Les titres subordonnés seront inscrits en compte le 26 juin 2008.

Euroclear France assurera la compensation des titres entre teneurs de comptes.

#### **2.2.1. Prix d'émission**

100,044 % soit 1,00044 euro par titre subordonné, payable en une seule fois à la Date de Règlement.

#### **2.2.2. Date de jouissance**

26 juin 2008.

#### **2.2.3. Date de règlement**

26 juin 2008.

#### **2.2.4. Taux nominal**

6,05 %

#### **2.2.5. Intérêt annuel**

Les titres subordonnés rapporteront un intérêt annuel de 6,05 % du nominal, soit 0,0605 euro par titre subordonné payable en une seule fois le 26 juin de chaque année et pour la première fois le 26 juin 2009.

Les intérêts des titres subordonnés cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par l'Emetteur.

Les intérêts seront prescrits dans un délai de 5 ans.

#### **2.2.6. Amortissement normal**

Les titres subordonnés seront amortis en totalité le 26 juin 2018 par remboursement au pair.

Le capital sera prescrit dans un délai de 30 ans à compter de la mise en remboursement.

##### **Amortissement anticipé**

L'Emetteur s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement.

Toutefois, il se réserve le droit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés, soit par des rachats en bourse, soit par des offres publiques d'achat ou d'échange (selon la réglementation applicable), ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation.

Les titres subordonnés ainsi rachetés sont annulés.

L'Emetteur devra requérir l'accord préalable du secrétariat général de la Commission Bancaire pour effectuer des rachats en bourse dès que le montant cumulé de titres rachetés excédera 10 % du montant initial de l'emprunt ainsi que pour procéder à des offres publiques d'achat ou d'échange.

L'information relative au nombre de titres rachetés et au nombre de titres en circulation sera transmise annuellement à Euronext Paris SA pour l'information du public et pourra être obtenue auprès de l'Emetteur ou de l'établissement chargé du service des titres.

#### **2.2.7. Taux de rendement actuariel brut à la date de règlement**

6,04 %.

Sur le marché obligataire français, le taux actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir (définition adoptée par le Comité de Normalisation Obligataire).

Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

#### **2.2.8. Durée et vie moyenne : 10 ans à compter de la Date de Règlement.**

#### **2.2.9. Assimilations ultérieures**

Au cas où l'Emetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres subordonnés jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

#### **2.2.10. Rang de créance**

##### **Subordination du capital :**

En cas de liquidation de l'Emetteur, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à un prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à l'émetteur et des titres participatifs émis par lui. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés, ultérieurement par l'Emetteur tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

##### **Non subordination des intérêts :**

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'Emetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Emetteur.

##### **Maintien de l'emprunt à son rang :**

L'Emetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.

#### **2.2.11. Garantie**

La garantie octroyée par Crédit Agricole S.A. est totale et subordonnée : le service de l'emprunt en intérêts, amortissements, impôts, frais et accessoires, est garanti irrévocablement pendant toute sa durée par Crédit Agricole S.A..

La mise en oeuvre de la garantie ainsi octroyée par Crédit Agricole S.A. ne pourra toutefois, en cas de liquidation du garant, avoir pour effet de privilégier les porteurs de titres des présentes émissions par rapport aux créanciers du garant détenteurs de titres ou de créances subordonnés. En conséquence, le remboursement des présents titres n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers du garant, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à ce dernier et des titres participatifs émis par lui ainsi que des titres dits « super subordonnés » prévus à l'article L.228-97 du code de commerce... Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par le garant tant en France qu'à l'étranger, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

#### 2.2.12. **Prise ferme**

La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par CALYON et Crédit Agricole S.A..

#### 2.2.13. **Notation**

Cette émission ne fait pas l'objet d'une demande de notation

#### 2.2.14. **Représentation des porteurs de titres**

Faisant application de l'article L 228-46 du Code de commerce, les porteurs de titres subordonnés sont groupés en une masse (la Masse) jouissant de la personnalité civile.

Faisant application de l'article L 228-47 du Code de commerce sont désignés :

- a) *Représentant titulaire de la Masse des porteurs de titres subordonnés :*  
Monsieur Stéphane MONIN  
demeurant : 3, rue du Sommet des Alpes – 75015 PARIS

La rémunération du représentant titulaire de la Masse, prise en charge par l'Emetteur, est de 300 euros par an; elle sera payable le 26 juin de chaque année et pour la première fois le 26 juin 2009.

- b) *Représentant suppléant de la Masse des porteurs de titres subordonnés :*  
Monsieur : Philippe de LAMARZELLE  
demeurant : COUPLEHAUT – 61560 COURGEoust

La date d'entrée en fonction du représentant suppléant sera celle de réception de la lettre recommandée par laquelle le représentant titulaire restant en fonction, l'Emetteur ou toute autre personne intéressée lui aura notifié tout empêchement définitif ou provisoire du représentant titulaire défaillant; cette notification sera, le cas échéant, également faite, dans les mêmes formes, à la société débitrice.

En cas de remplacement provisoire ou définitif, le représentant suppléant aura les mêmes pouvoirs que ceux du représentant titulaire.

Il n'aura droit à la rémunération annuelle de 300 euros que s'il exerce à titre définitif les fonctions de représentant titulaire ; cette rémunération commencera à courir à dater du jour de son entrée en fonction.

Le représentant titulaire aura sans restriction ni réserve le pouvoir d'accomplir au nom de la Masse tous les actes de gestion pour la défense des intérêts communs des porteurs de titres subordonnés.

Il exercera ses fonctions jusqu'à son décès, sa démission, sa révocation par l'assemblée générale des porteurs de titres subordonnés ou la survenance d'une incapacité ou d'une incompatibilité.

Son mandat cessera de plein droit le jour du dernier amortissement ou du remboursement général, anticipé ou non, des titres subordonnés. Ce terme est, le cas échéant, prorogé de plein droit, jusqu'à la solution définitive des procès en cours dans lesquels le représentant serait engagé et à l'exécution des décisions ou transactions intervenues.

En cas de convocation de l'assemblée des porteurs de titres subordonnés, ces derniers seront réunis au siège social de l'Emetteur ou en tout autre lieu fixé dans les avis de convocation.

Le porteur de titres subordonnés a le droit, pendant le délai de 15 jours qui précède la réunion de l'assemblée générale de la Masse de prendre par lui-même ou par mandataire, au siège de l'Emetteur, au lieu de la direction administrative ou, le cas échéant, en tout autre lieu fixé par la convocation, connaissance ou copie du texte des résolutions qui seront proposées et des rapports qui seront présentés à l'assemblée.

Dans le cas où des émissions ultérieures de titres subordonnés offriraient aux souscripteurs des droits identiques à ceux de la présente émission et si les contrats le prévoient, les porteurs de titres subordonnés seront groupés en une Masse unique.

## 2.2.15. Régime fiscal

*En l'état actuel de la législation française, le régime fiscal décrit ci-après est applicable.*

Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source et des impôts que la législation française met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des Porteurs.

Les personnes physiques ou morales doivent s'assurer de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation le régime fiscal suivant est applicable. L'attention des porteurs est toutefois attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé de la fiscalité applicable en matière d'impôt sur le revenu français et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel. Les conséquences de l'acquisition des titres en matière d'imposition sur la fortune ne sont pas abordées dans la présente note d'information.

Les non-résidents fiscaux de France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

### **Régime fiscal applicable aux résidents fiscaux français**

#### **1 - Personnes physiques**

##### **a) Revenus**

En l'état actuel de la législation, les revenus de ces titres (intérêts et primes de remboursement [primes de remboursement au sens de l'article 238 septies A du Code Général des Impôts (« C.G.I. »] détenus dans le cadre de leur patrimoine privé par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis à l'impôt sur le revenu :

(i) soit au barème progressif auquel s'ajoutent :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % dont 5,8 % sont déductibles de l'assiette de l'impôt sur le revenu de l'année de son paiement (*articles 154 quinquies II du C.G.I., et L 136-6 et L 136-8 du Code de la Sécurité Sociale « C.S.S »*) ;

(b) le prélèvement social de 2% (*article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.*) ;

(c ) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (*article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles*), fixée à 0,3 % ;

(d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (*articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.*).

(ii) soit sur option, à un prélèvement au taux de 18 % (article 125 A du C.G.I. tel que modifié par le projet de loi de finances pour 2008) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :

(a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (*articles L 136-7 et L 136-8 du C.S.S.*) ;

(b) le prélèvement social de 2% (*article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.*) ;

(c ) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (*article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles*), fixée à 0,3 % ;

(d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (*articles 1600-0 I et 1600-0 L du C.G.I.*).

soit au total au taux de 29 %

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou lors de l'acquisition du produit, la perte correspondante est considérée comme une perte en capital, qui n'est pas déductible du revenu global du souscripteur (D.adm. 5 I-3222, n° 27, du 1<sup>er</sup> décembre 1997).

### b) Plus-values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées en incluant le coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont imposables lorsque le montant annuel des cessions des valeurs mobilières (et droits sociaux ou titres assimilés) excède le seuil fixé à 25 000 euros pour les cessions réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 par foyer fiscal (articles 150-0 A et 150-0 D du C.G.I.). Ce seuil, arrondi à la dizaine d'euros la plus proche, sera actualisé chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédant celle de la cession, et sur la base du seuil retenu au titre de cette année.

Les plus-values sont imposables au taux 18 % (article 200 A 2 du C.G.I. tel que modifié par le projet de loi de finances pour 2008) auquel s'ajoutent :

- (a) la contribution sociale généralisée de 8,2 % (articles L 136-6 et L 136-8 du C.S.S.) ;
- (b) le prélèvement social de 2% (article L 245-14 à L 245-16 du C.S.S.) ;
- (c) la contribution additionnelle au prélèvement social de 2 % (article L14-10-4, 2° du Code de l'Action sociale et des familles), fixée à 0,3 % ;
- (d) la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % (articles 1600-0 G et 1600-0 L du C.G.I.).

soit au total au taux de 29 %

### a) Moins-values

Les moins-values de cession s'imputent sur les plus-values de même nature réalisées au cours de la même année ou des dix années suivantes à condition que le montant des cessions de valeurs mobilières réalisées par les membres du foyer fiscal l'année où la moins-value a été constatée ait dépassé le seuil d'imposition de 25 000 euros à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## ***2 - Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)***

### a) Revenus

Les revenus courus de ces titres (intérêts et primes de remboursement au sens de l'article 238 septies E du C.G.I.) détenus par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont pris en compte pour la détermination de leur résultat imposable.

Sous certaines conditions, les primes de remboursement font l'objet d'un régime spécifique d'étalement actuariel visé à l'article 238 septies E susmentionné.

Les primes de remboursement sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun de 33 1/3 % (ou au taux réduit de 15 % dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de 12 mois, par les sociétés remplissant les conditions de chiffre d'affaires et de capital prévues à l'article 219 I b) du C.G.I.).

Une contribution sociale de 3,3 % est en outre applicable en application des dispositions de l'article 235 ter ZC du C.G.I. : elle est assise sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 7 630 000 euros et remplissant les conditions de capital prévues à l'article 235 ter ZC du C.G.I.

Par ailleurs, lorsque les sommes perçues à l'échéance sont inférieures aux sommes versées à la souscription ou à l'acquisition, la perte correspondante est déductible du résultat imposable.

### b) Plus ou moins values

En l'état actuel de la législation, les plus-values (calculées hors coupon couru) réalisées lors de la cession des titres par les personnes morales fiscalement domiciliées en France sont prises en compte pour la détermination de leur résultat imposable au taux de droit commun.

En cas de réalisation d'une plus-value, celle-ci est imposable à l'impôt sur les sociétés tel que décrit ci-dessus. En cas de réalisation d'une moins-value, elle est déductible du résultat imposable.

## **2.3. ADMISSION SUR EURONEXT, NEGOCIATION**

### **2.3.1. Cotation**

Les titres subordonnés feront l'objet d'une demande d'admission sur Euronext Paris. Leur date de cotation prévue est le 26 juin 2008 sous le numéro de code valeur FR 0010622035.

Par ailleurs, un contrat d'animation a été signé avec CALYON sur ces titres.

### **2.3.2. Restriction à la libre négociabilité des titres**

Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des titres subordonnés.

### **2.3.3. Bourse de Cotation**

Les titres subordonnés émis sur le marché français par l'Emetteur sont cotés à la Bourse de Paris. Leur cotation est publiée sur Euronext.

### **2.3.4. Cotation de titres de même catégorie sur d'autres marchés : sans objet.**

## **2.4. RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

### **2.4.1. Service financier**

Le service financier de l'emprunt (paiement des intérêts échus, remboursement des titres amortis.....), centralisé par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'émetteur sera assuré par les intermédiaires teneurs de comptes titres..

Le service des titres subordonnés (transfert, conversion) est assuré par CACEIS Corporate Trust. mandaté par l'Emetteur.

### **2.4.2. Tribunaux compétents en cas de contestation**

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du nouveau Code de Procédure Civile.

### **2.4.3. Droit applicable**

Les Titres subordonnés sont émis dans le cadre de la législation française

### **2.4.4. But de l'émission**

Le produit de cette émission a pour but d'alimenter les Caisses Régionales de Crédit Agricole en fonds propres complémentaires et sera utilisé par RADIANT à la souscription de titres de même nature émis par ces Caisses régionales.

Les titres étant émis par des entités ayant statut d'établissement de crédit, ces émissions pourront également être intégrées dans les fonds propres surcomplémentaires au sens de la réglementation bancaire (point III de l'article 5 ter du règlement 90-02 relatif aux fonds propres) si les établissements concernés respectent l'engagement suivant :

- ni le principal, ni les intérêts de ces émissions subordonnées ne peuvent être remboursés ou payés si ce remboursement ou paiement implique que les fonds propres de l'établissement cessent alors de respecter l'exigence globale définie à l'article 2-1 de l'arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

L'émission de titres réalisée par RADIANT est couverte en tout état de cause par la garantie de Crédit Agricole S.A. selon les termes du point 2.2.11.

### **2.4.5 Informations de base**

Il n'existe pas d'intérêt, y compris des intérêts conflictuels, pouvant influencer sensiblement sur l'émission ou l'offre des Titres Subordonnés Remboursables.

## *PREMIERE PARTIE : L'EMETTEUR*

### **CHAPITRE III**

#### **RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL**

##### **3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR**

###### **3.1.0. Dénomination sociale : RADIANT**

**Siège social :** 90, Boulevard Pasteur - 75015 Paris – Tél : 01 43 23 45 78

###### **3.1.1. Forme :** Société anonyme de nationalité française.

###### **3.1.2. Législation :** Elle est régie par le nouveau code de commerce sur les sociétés commerciales.

###### **3.1.3. Date de constitution :** 20 septembre 1989

**Durée :** 99 ans

###### **3.1.4. Objet social (article 3 des statuts)**

La société a pour objet de faciliter le financement à moyen et long terme de toutes opérations de quelque nature que ce soit, initiées par des sociétés ou des entreprises. A cet effet :

- elle procède à l'étude et à l'émission de bons ou emprunts subordonnés ou non de nature obligataire dont le produit, préalablement affecté ou non, est employé à la souscription ou l'acquisition de titres émis par les Caisses Régionales de Crédit Agricole,
- elle réalise toutes opérations financières, commerciales.

###### **3.1.5. Registre du commerce et des sociétés :** 352 020 150 R.C.S. Paris

**Code APE :** N° 671-E

###### **3.1.6. Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société**

91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris

###### **3.1.7. Exercice social**

Du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

###### **3.1.8. Répartition statutaire des bénéfices (article 26 des statuts)**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions qu'ils possèdent. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

La perte, s'il en existe, est inscrite, soit à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, soit sur un compte de réserves s'il en existe.

## **3.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL**

### **3.2.1. Capital social**

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 18 juin 1999 a décidé d'exprimer la valeur nominale de l'action RDIAN et le montant du capital social de la société RDIAN en euros. Ainsi, à compter du 18 juin 1999, la valeur nominale de l'action RDIAN a été fixée à 15 euros, et le montant du capital social à 750 000 euros, divisé en 50 000 actions entièrement libérées. Il n'existe actuellement aucun autre titre donnant accès au capital.

### **3.2.2. Capital autorisé non émis : sans objet**

### **3.2.3. Titres non représentatifs du capital : aucun**

### **3.2.4. Titres donnant accès au capital : sans objet**

## **3.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL**

### **3.3.1. Evolution du capital : le 25 juin 2002, SEGESPAR qui détenait 99,99% du capital a cédé ses actions à l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.**

### **3.3.2. Modifications intervenues dans la répartition du capital au cours des trois dernières années** cf ci-dessus.

#### **Présentation de la société RDIAN à l'intérieur du Groupe Crédit Agricole**

La cession d'actions détenues par la société SEGESPAR a été réalisée le 25 juin 2002 au profit de l'ensemble des Caisses Régionales de Crédit Agricole.

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 31 décembre 2007, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %) CRCAM Nord Midi Pyrénées ( 3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes ou représentées 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RDIAN.

## **3.4. MARCHE DES TITRES DE L'EMETTEUR**

Se référer à 4.1.1.

Le Conseil d'Administration de la société RDIAN, dans sa séance du 16 avril 1999, a décidé le principe de la conversion, en unité d'un euro, des titres de créances émis avant le 31 décembre 1998 par RDIAN.

Avec l'accord du Conseil des Marchés Financiers, cette conversion a été effectuée le 10 juillet 1999, avec effet le 12 juillet 1999, et a porté sur 13 lignes de Titres Subordonnés Remboursables pour un encours de 10 274 336 000 F. converti en 1 566 312 317 titres d'un euro.



## CHAPITRE IV

### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

#### 4.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

##### 4.1.0. Historique de la Société

Créée le 20 novembre 1989, sous le nom de VALINTER IV, la Société n'a exercé aucune activité jusqu'au mois de Novembre 1990.

L'Assemblée Générale Mixte du 2 novembre 1990 a simultanément changé la dénomination sociale de la Société en "RADIANT", l'a dotée d'un capital de F. 5 000 000 et en a modifié l'objet social.

##### 4.1.1. Description de la Société

Bénéficiant de la garantie de Crédit Agricole S.A., la Société a maintenant pour vocation essentielle de procéder à des émissions publiques et privées de titres subordonnés pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Les fonds recueillis à l'occasion de ces émissions servent à la souscription de titres ayant les mêmes caractéristiques et émis par d'autres sociétés du Groupe.

De ce fait RADIANT a réalisé :

- 1/ En décembre 1990, une émission de 875 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables d'une durée de 22 ans à un taux de 10,45 % pour le compte de 26 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 2/ En avril 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables à conditions refixables de 688 millions de francs à un taux de 9,60 % assimilable à la première tranche à partir de la date de refixation soit le 17 décembre 1998, d'une durée de 21 ans et 246 jours pour le compte de 19 Caisses Régionales. Le 17 décembre 1998, après assimilation, les conditions de rémunération ont été refixées. Le 17 décembre 2005, les conditions de rémunération ont été refixées pour une dernière période de 7 ans à 3,43%
- 3/ En septembre 1991, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans en échange des Titres Participatifs émis par 85 Caisses régionales et la CNCA en octobre 1985.

Le nombre de Titres Participatifs émis par les Caisses régionales et la CNCA restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 2 500 000.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 30 septembre 1991.

RADIANT, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Participatifs, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 9,35 % sur 12 ans et une soulte de 110 F en espèces contre un Titre Participatif de 1.000 F.

Le nombre de Titres Participatifs apportés à l'échange a atteint 1.421.103 soit 56,84 % des titres en circulation.

Les Titres Participatifs ainsi acquis par RADIANT ont été apportés intégralement aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques de RADIANT.

- 4/ En novembre 1991, une nouvelle émission de Titres Subordonnés Remboursables avec le choix pour les Caisses régionales d'opter pour une durée longue (21 ans) à conditions refixables ou pour la nouvelle souche à 11 ans et 316 jours créée à l'occasion de l'échange contre les Titres Participatifs en septembre 1991.

Le volume émis a atteint 721 millions de francs répartis en :

- 557 millions de francs à 11 ans 316 jours au taux de 9,35 % pour le compte de 20 Caisses régionales,
- 164 millions de francs à 21 ans au taux de 9,60 % pour le compte de 6 Caisses Régionales. Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

Chacune de ces 2 lignes est assimilable à une ligne préexistante.

La seconde ligne assimilable aux deux premières émissions refixables a fait l'objet d'une première refixation le 17 décembre 1998 pour 7 ans à 4,13 % et d'une deuxième refixation le 17 décembre 2005 pour une dernière période de 7 ans à 3,43 %.

- 5/ En juin 1992, une émission de 500 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 121 jours à un taux de 9,35 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1991, pour le compte de 14 Caisses régionales.
- 6/ En décembre 1992, une émission de 795 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 8,65 % pour le compte de 21 Caisses régionales.
- 7/ En juin 1993, une émission de 527 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans à un taux de 7,50 % pour le compte de 15 Caisses régionales.
- 8/ En décembre 1993, une émission de 280 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 14 jours à un taux de 6,25 % pour le compte de 6 Caisses régionales.
- 9/ En juin 1994, une émission de 495 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 11 ans et 7 jours à un taux de 7,35 % pour le compte de 8 Caisses régionales.
- 10/ En septembre 1994, une émission de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans en échange des Titres Subordonnés Remboursables émis par 52 Caisses régionales en juin 1988.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables émis par les Caisses régionales restant en circulation au moment de l'échange s'élevait à 344.800.

L'opération a fait l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 23 septembre 1994.

RADIAN, dûment mandaté par chaque co-émetteur de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales, a offert un Titre Subordonné Remboursable à un taux de 8,25 % sur 10 ans et une soulte de F. 303 en espèces contre un Titre Subordonné Remboursable de Caisses régionales de F. 5 000.

Le nombre de Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales apportés à l'échange a atteint 94.633, soit 27,45 % des titres en circulation.

Les Titres Subordonnés Remboursables de Caisses régionales ainsi acquis par RADIAN ont été apportés aux Caisses régionales émettrices en échange de Titres Subordonnés Remboursables émis individuellement par chaque Caisse régionale selon le principe retenu pour les émissions classiques RADIAN.

- 11/ En décembre 1994, une émission de 70 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 308 jours à un taux de 8,25 %, assimilable à la souche créée lors de l'échange de septembre 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 12/ En juin 1995, une émission de 100 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 8 ans 360 jours à un taux de 7,35 %, assimilable à la ligne 7,35 % émise en juin 1994, pour le compte d'une Caisse régionale.
- 13/ En septembre 1996, une émission de 620 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,50 %, pour le compte de 11 Caisses régionales.
- 14/ En octobre 1996, une émission de 1 345 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 6,00 %, pour le compte d'une filiale.

- 15/ En décembre 1996, une émission de 80 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 328 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte d'une Caisse régionale et d'une filiale.
- 16/ En juin 1997, une émission de 110 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 9 ans et 143 jours à un taux de 6,00 %, assimilable à la ligne 6,00 % émise en octobre 1996, pour le compte de deux Caisses régionales.
- 17/ En décembre 1997, une émission de 437 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 5,60 % pour le compte de cinq Caisses Régionales et d'une filiale.
- 18/ En décembre 1998, une émission de 1 075 millions de francs de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,50 %, pour le compte de onze Caisses régionales et de deux filiales.
- 19/ En avril 1999, une émission de 92 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans à un taux de 4,10% pour le compte d'une filiale.
- 20/ En juin 1999, une émission de 129,35 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50% pour le compte de dix-huit Caisses régionales.
- 21/ En novembre 1999, une émission de 140,8 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,25 % pour le compte de dix-sept Caisses régionales.
- 22/ En juin 2000, une émission de 173,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,55 % pour le compte de dix-neuf Caisses régionales.
- 23/ En décembre 2000, une émission de 144,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de dix Caisses régionales et une filiale.
- 24/ En mai 2001, une émission de 85 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,40 % pour le compte d'une filiale.
- 25/ En juin 2001, une émission de 71,5 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,65 % pour le compte de 12 Caisses Régionales.
- 26/ En novembre 2003, une émission de 113 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,50 % pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 27/ En novembre 2004, une émission de 77,2 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 28/ En juin 2005, une émission privée pré-placée de 200 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 15 ans ayant la première année un coupon fixe de 3,60 % puis les années suivantes des coupons indexés sur l'indice IPC des Prix à la Consommation français (hors Tabac)
- 29/ En novembre 2005, une émission de 110 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 3,60 % pour le compte de 8 Caisses Régionales.
- 30/ En novembre 2006, une admission de 115 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,306 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.
- 31/ En novembre 2006, une émission publique de 108 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 12 ans au taux de 4,05 % pour le compte de 7 Caisses Régionales.
- 32/ En décembre 2006, une admission de 395 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,346% pour le compte de 11 Caisses Régionales.
- 33/ En juillet 2007, une émission de 105 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 4,80% pour le compte de 6 Caisses Régionales.

- 34/ En décembre 2007, une émission de 57 millions d'euros de Titres Subordonnés Remboursables d'une durée de 10 ans au taux de 5,10 % pour le compte de 5 Caisses Régionales.

Depuis sa création et jusqu'au 31 décembre 1998, 5 emprunts émis par RADIAN SA restent en vie et leur encours au 31 décembre 2007 est de 4 237,8 millions de francs (équivalant en euros à 646,05 millions) et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la société a émis 16 lignes d'emprunts dont l'encours au 31 décembre 2007 est de 2109,15 millions d'euros sous forme de Titres Subordonnés Remboursables répartis comme suit :

Date	Durée à l'émission : 22 ans	Durée à l'émission : ≤ 12 ans	Encours hors prime d'émission au 31 décembre 2007
Décembre 1990	875 millions de francs		133 392 882 euros
Avril 1991	688 millions de francs		104 884 922 euros
Décembre 1991	164 millions de francs		25 001 637 euros
Juin 1998		1 475 millions de francs	224 862 292 euros
Décembre 1998		1 035,8 millions de francs	157 909 217 euros
<b>Sous total</b>	<b>1 727 millions de francs</b>	<b><u>2 510,8 millions de francs</u></b>	<b>646 050 950 euros</b>
Avril 1999		92,000 millions d'euros	92 000 000 euros
Juin 1999		126,650 millions d'euros	126 650 000 euros
Novembre 1999		140,800 millions d'euros	140 800 000 euros
Juin 2000		168,500 millions d'euros	168 500 000 euros
Décembre 2000		144,500 millions d'euros	144 500 000 euros
Mai 2001		85,000 millions d'euros	85 000 000 euros
Juin 2001		71,500 millions d'euros	71 500 000 euros
Novembre 2003		113,000 millions d'euros	113 000 000 euros
Novembre 2004		77,200 millions d'euros	77 200 000 euros
Juin 2005		200,000 millions d'euros	200 000 000 euros
Novembre 2005		110,000 millions d'euros	110 000 000 euros
Novembre 2006		115,000 millions d'euros	115 000 000 euros
Novembre 2006		108,000 millions d'euros	108 000 000 euros
Décembre 2006		395,000 millions d'euros	395 000 000 euros
Juillet 2007		105,000 millions d'euros	105 000 000 euros
Décembre 2007		57,000 millions d'euros	57 000 000 euros
<b>Sous total</b>		<b>2 109,150 millions d'euros</b>	<b>2 109 150 000 euros</b>
<b>Total en euros</b>			<b>2 755 200 950 euros</b>

Tous les emprunts énumérés ci-dessus sont cotés à EURONEXT PARIS. Leur cotation est publiée sur EURONEXT

#### 4.1.2/ 4.1.3. Données chiffrées sur les volumes de production et ventilation du montant net du chiffre d'affaires au cours des trois derniers exercices : sans objet

#### 4.1.4/ 4.1.5. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel ni aucune affaire contentieuse qui soit susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats et la situation financière de la Société RADIAN.

#### 4.2. SITUATION DE DEPENDANCE

La Société RADIAN n'est dépendante à l'égard d'aucun brevet ou licence et d'aucun contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier. Toutes les opérations présentes et à venir bénéficient et bénéficieront systématiquement de la garantie de Crédit Agricole S.A..

#### **4.3. EVOLUTION DES EFFECTIFS**

La Société RADIANT n'a pas d'effectif.

#### **4.4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS**

Aucun investissement n'est réalisé par la société RADIANT. En 2008, la société RADIANT reste l'instrument privilégié de levées de fonds propres complémentaires pour les Caisses Régionales.

#### **4.5. FILIALES DE L'EMETTEUR**

Sans objet

#### **4.6. SITUATION DE L'EMETTEUR**

Sans objet

#### **4.7. RISQUES DE L'EMETTEUR**

##### **4.7.1 Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité**

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risques, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société RADIANT et les émissions réalisées par les Caisses régionales.

##### **Risques juridiques**

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité ou les résultats de la société RADIANT.

##### **4.7.2 Dispositif de contrôle interne général**

- Le conseil d'administration est informé de l'organisation et du dispositif du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux équilibres financiers de l'entreprise. Il lui est périodiquement présenté que l'adossement en taux et en marge de la société est assuré. Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne
- L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant ;

##### **4.7.3 La qualité de crédit de l' Emetteur**

Les titres subordonnés constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'Emetteur. Le principal des Titres subordonnés Remboursables constitue une dette subordonnée de l'Emetteur. Les intérêts sur les Titres Subordonnés Remboursables constituent une dette chirographaire de l'Emetteur.

En achetant les Titres Subordonnés Remboursables, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'Emetteur et de nulle autre personne.

##### **4.7.3 Procédures judiciaires et d'arbitrage**

Pour la période couvrant les douze derniers mois, la société RADIANT n'a eu connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

#### **4.8 Solvabilité : sans objet**

#### **4.9 Contrats importants : sans objet**

## CHAPITRE V

### PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS

COMPTES DE L'EXERCICE CLOS le 31 décembre 2007

#### I)° RAPPORT DE GESTION

##### **RADIAN**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 750.000 euros  
Siège social : Immeuble Cotentin  
90, bd Pasteur  
75015 PARIS  
RCS Paris n°B 352 020 150

---

#### **RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007**

Chers actionnaires,

Le présent rapport a pour objet de vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

#### **1. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2007**

##### **1.1 Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé**

Sur le 1<sup>er</sup> semestre 2007, RADIAN n'a pas réalisé d'émission de Titres Subordonnés Remboursables (TSR) et n'a pas connu de remboursement de ligne de TSR venant à échéance.

Au cours du deuxième semestre 2007, RADIAN a connu un amortissement sur la ligne de décembre 1997 à 5,60 % pour un montant de 66 620 217 € et a effectué deux émissions pour un montant total de 162 000 000 € répartis comme suit :

- Une émission en juillet 2007 pour un montant de 105 000 000 € d'une durée de 10 ans au taux fixe de 4,80 %.
- Une émission en décembre 2007 pour un montant de 57 000 000 € d'une durée de 10 ans au taux fixe de 5,10 %.

##### **1.2 Analyse de l'évolution des affaires au regard de leur volume et de leur complexité**

S'agissant de l'analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement, nous vous renvoyons aux développements sur la situation et l'activité de la Société ci-dessus.

##### **➤ Indicateurs clés de performance de nature non financière**

Pas de survenance de risque opérationnel (pas d'erreur dans le montage des opérations, pas d'erreur dans les flux de paiement, respect des calendriers d'émission).

➤ **Description des principaux risques et incertitudes**

Selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risque financier, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société Radian et émissions réalisées par les Caisses Régionales.

Périodiquement, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. s'assure de l'équilibre actif / passif de la Société Radian sur le stock des émissions en vie.

➤ **Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société (objectifs et politique en matière de gestion des risques financiers et couverture des risques) :**

La société ne recourt pas aux instruments financiers.

**1.3 Activités en matière de recherche et de développement**

Néant.

**1.4 Evènements importants intervenus depuis la clôture de l'exercice**

Néant.

**1.5 Evolution prévisible de la situation et perspectives d'avenir**

En 2008, pour permettre aux Caisses régionales de maintenir des RSE élevés en levant des fonds propres complémentaires sous la forme de TSR, la SA RADIANT leur proposera à nouveau des émissions au rythme d'au moins une émission chaque semestre en fonction de leurs besoins.

**1.6 Présentation des comptes annuels**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Toutes précisions et justifications figurent en annexe.

**1.7 Exposé des comptes sociaux de RADIANT**

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

➤ **Bilan**

Le total du bilan s'élève à 2,795 Md€ contre 2,698 Md€ au 31 décembre 2006.

Cette variation provient principalement d'une part de deux émissions pour un montant de 162 millions d'euros et d'autre part de l'amortissement d'une ligne pour un montant de 66,62 millions d'euros.

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à 2,042 millions suite au placement de 101 CPR CASH au premier trimestre 2007 auxquelles se rajoutent près de 0,799 millions d'euros en compte courant.

Le montant du report à nouveau est de 418 236 euros qui proviennent de 468 236 euros de report à nouveau en 2006 diminué de 50 000 euros prélevés pour le paiement des dividendes en juillet 2007 suite à la décision de l'AG ordinaire du 20 juin 2007.

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 1 011 411 euros contre 889 355 euros en 2006. Ce montant comprend principalement les commissions de garanties, de service financier et service titre sous forme de provisions passées pour l'ensemble des Titres Subordonnés Remboursables (TSR) Radian.

## ➤ Produits et Charges

Le résultat d'exploitation s'élève à <7,196> M€ contre <6,17 M€> en 2006. Ce résultat regroupe les commissions de service financier, titre et de garantie.

Les produits financiers sont de 131,4 M€ dont 127 M€ d'intérêts de TSR émis par les Caisses Régionales et 4,4 M€ d'autres intérêts et produits assimilés.

Les charges financières sont de 123,9 M€ dont 122,2 M€ d'intérêts de TSR émis par Radian et près de 1,7 M€ de dotations aux amortissements de primes de TSR publics.

Le résultat financier s'élève en conséquence à 7,526 M€.

Ces comptes font apparaître au 31 décembre 2007 un bénéfice fiscal de 375 568 euros et **un bénéfice comptable de 172 504 euros** contre 325 278 euros au 31 décembre 2006.

Le bénéfice comptable de 172 504 euros s'entend hors plus value latente du portefeuille de placement qui s'élevait en fin d'année à plus de 64 000 euros.

La charge d'impôt de 2007 s'élève à 157 939 euros dont 32 750 euros d'impôt forfaitaire annuel (IFA).

### 1.8 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code Général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent en charge aucune dépense non déductible du résultat fiscal.

### 1.9 Filiales et participations – sociétés contrôlées

La Société n'a aucune filiale ou participation et ne contrôle aucune société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

- *Prises de participation ou de contrôle* : Néant.
- *Evolution des participations – cessions de participations / Régularisation de participations croisées* : Néant.

Nous vous demandons conformément à l'article L. 225-100 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes sociaux qui vous sont présentés en annexe.

## 2. AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2007, s'élevant à 172 504 euros :

- Bénéfice de l'exercice :	172 504 euros
- Report à nouveau :	418 236 euros
Constituant un résultat distribuable de :	590 740 euros

Affectation :

- à titre de dividendes :	50 000 euros
- le solde, au compte de Report à nouveau :	540 740 euros

Le dividende d'1 euro par action serait mis en paiement au siège social à compter du 25 juin 2008.

### Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis de Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice du bénéfice distribué	Dividende par action	Réfaction (art. 243 bis CGI)	
		Montant éligible	Montant non éligible
Exercice clos le 31/12/2004	1 €	3 €	49.997 €
Exercice clos le 31/12/2005	1 €	3 €	49.997 €
Exercice clos le 31/12/2006	1 €	3 €	49.997 €



### **3. INFORMATIONS JURIDIQUES**

#### **3.1 Conventions**

Vous aurez en outre à vous prononcer sur les conventions relatées dans le rapport spécial de vos Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, nous vous indiquons que les commissaires aux comptes ont été informés de l'absence de conclusion de conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties.

#### **3.2 Principaux actionnaires**

Nous vous indiquons conformément à l'article L. 233-13 du Code de commerce, de l'identité des actionnaires qui possèdent plus de 5% du capital social :

- CRCAM du Languedoc : 3.655 actions, soit 7,31 % du capital social.
- CRCAM Nord Midi Pyrénées : 3.481 actions, soit 6,96 % du capital social.
- CRCAM de Champagne-Bourgogne : 3.434 actions, soit 6,87 % du capital social.
- CRCAM de Brie-Picardie : 3.118 actions, soit 6,24 % du capital social.
- CRCAM de Charente-Périgord : 3.005 actions, soit 6,01 % du capital social.
- CRCAM de Sud Rhône Alpes : 2.838 actions, soit 5,68 % du capital social.
- CRCAM des Savoie : 2.694 actions, soit 5,39 % du capital social.
- CRCAM Pyrénées-Gascogne : 2.537 actions, soit 5,07 % du capital social.

#### **3.3 Acquisition d'actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 al. 2 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'acquisition d'actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise :  
Néant.

#### **3.4 Participation des salariés au capital**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2007 : 0 %.

Nous vous rappelons par ailleurs qu'en application des dispositions de l'article L. 225-129 du Code de commerce modifié par la loi du 19 février 2001 relative à l'épargne salariale, il est imparti aux sociétés par actions de statuer tous les trois ans sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail.

Notre Société n'employant pas de personnel salarié, aucune résolution en ce sens ne sera soumise à l'assemblée générale.

#### **3.5 Opérations réalisées par les dirigeants, les hauts responsables ou par les personnes auxquelles ils sont étroitement liées, sur leurs titres :**

Conformément aux dispositions des articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous rendons compte des opérations réalisées par les dirigeants, les hauts responsables ou par les personnes auxquelles ils sont étroitement liées, sur leurs titres :

Aucune opération de ce type n'a été effectuée au cours de l'exercice 2007.

#### **3.6 Eléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions :**

La Société n'a pas émis de valeurs mobilières donnant accès au capital ou d'options de souscription ou d'achat d'actions au cours de l'exercice 2007.

### 3.7 Situation des mandats des Administrateurs

Les mandats d'Administrateurs de M. Olivier NICOLAS et de la société CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT GROUP arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Nous vous proposons, en conséquence, de renouveler les mandats de M. Olivier NICOLAS et de la société CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT GROUP pour la durée statutaire de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

### 3.8 Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, les mandataires sociaux de la Société n'ont perçu aucune rémunération ni aucun jeton de présence. Ils n'ont pas reçu non plus d'engagement à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Pour les mandataires sociaux exerçant des fonctions salariées au sein du groupe Crédit Agricole, seules les rémunérations et avantages dont le coût est supporté par la Société sont concernés par cette information.

### 3.9 Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice écoulé :

#### ▪ *M. Olivier NICOLAS :*

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</i>
AFGAP	L1901	Administrateur
BFT	SA	Administrateur
CA BOURSE	SAS	Membre du Conseil de Gestion
CALYON PREFERRED FUNDING II LLC	LLC	Administrateur
CALYON PREFERRED FUNDING LLC	LLC	Administrateur
CASANLI	SA Lux	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA, Administrateur
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT GROUP	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE COVERED BONDS	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE LEASING	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE S.A.	SA	Responsable de la Gestion Financière (FIN)
CREDIT LOGEMENT	SA	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE S.A., Administrateur - Président du Comité d'audit
DELFINANCES	SAS	Membre du Conseil de Gestion
FONCARIS	SA	Administrateur
GROUPEMENT DES PROVINCES DE FRANCE (GPF)	SA	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA, Administrateur
RADIAN	SA	Directeur Général Administrateur
SACAM CONSOMMATION 1	SAS	Membre du Conseil de Gestion
SACAM CONSOMMATION 2	SAS	Membre du Conseil de Gestion
SACAM CONSOMMATION 3	SAS	Membre du Conseil de Gestion
SIGMA 22	SA	Administrateur
SOCIETE DE GESTION DU FONDS DE GARANTIE DE L'ACCESSION SOCIALE A LA PROPRIETE (SGFGAS)	SA	Représentant permanent de CREDIT AGRICOLE SA, Administrateur
SOCIETE D'EPARGNE FONCIERE AGRICOLE (SEFA)	SC	Membre du Conseil de Surveillance
SOPAR	SAS	Membre du Conseil de Gestion
UNIMAT	SA	Administrateur

▪ **M. Jean PHILIPPE :**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</i>
CRCAM Pyrénées-Gascogne	SA	Directeur Général
SA GRAND SUD OUEST CAPITAL	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
BANKOA	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
MERCAGENTES	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
MERCAGESTION	SA	Représentant Permanent de la CRCAM Pyrénées-Gascogne, Administrateur
RADIAN	SA	Président du Conseil d'administration
FONCARIS	SA	Administrateur
CAMPY	Association	Membre du Comité des Engagements
Association Nationale des Cadres de Direction	Association	Directeur Général Délégué
Crédit Agricole Solidarité et Développement	Association	Vice-Président
SYNERGIE	GIE	Administrateur
EUROFACTOR	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE CHEVREUX	SA	Membre du Conseil de surveillance
CALYON	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE COVERED BOND	SA	Administrateur
CREDIT AGRICOLE SA	SA	Administrateur
		Membre du Comité de pilotage Cap Relations Clients
		Président du Comité Multicanal

▪ **M. Jean-Yves COLLIN**

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</i>
EMERGING MARKETS MANAGEMENT (EMM)	LLC	Administrateur
CA LAZARD FINANCIAL PRODUCTS BANK		Administrateur
CAAM AI HOLDING	SA	Administrateur
CAAM	SA	Administrateur
		Directeur Général Adjoint
		Secrétaire Général
CAAM HONG KONG LTD	LTD	Administrateur
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT REAL ESTATE	SA	Représentant permanent de CAAM GROUP, Administrateur
CAAM JAPAN LTD		Administrateur
<i>The Emerging Markets Strategic Management S.A.</i>		<i>Administrateur</i>
EUROPEAN PARTNERS IN EMERGING MARKETS (EPEM)	INC	Président
FINASIC	SAS	Représentant légal de CAAM GROUP, Président
CAPITOP MONDOBLIG	SICAV	Président du Conseil d'administration
CPR AM	SA	Administrateur
SEGESPAR FINANCE	SA	Président du Conseil d'administration
INTEGRAL DEVELOPMENT ASSET MANAGEMENT	SA	Administrateur
DUO HABITAT	SCPI	Représentant de CAAM GROUP, membre du Conseil de surveillance
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMNET FINANCIAL SOLUTIONS	SA	Président
SEGESPAR IT SERVICES	GIE	Membre du Comité de surveillance
CREELIA	SNC	Président du Conseil de Gérance
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT CAPITAL INVESTORS	SA	Administrateur

CASAM	SA	Représentant permanent de CAAM, Administrateur
CAAM GROUP	SA	Directeur général délégué
RADIAN	SA	Représentant permanent de CAAM GROUP, Administrateur
SYSTEIA CAPITAL MANAGEMENT	SAS	Membre du Conseil de surveillance

▪ *M. François MACE*

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</i>
CRCAM CHARENTE-PERIGORD		Directeur Général
GIE COMETE	GIE	Président
CREDIT AGRICOLE SA	SA	Membre du Conseil d'Orientation Agro-Alimentaire Groupe Membre du Comité de Pilotage Filières Industrielles Groupe Membre du Comité de Pilotage Nouvelle Relation Client
PLEINCHAMP	SAS	Vice-Président
RADIAN	SA	Administrateur
FNCA	Fédération	Membre de la Commission des Ressources Humaines Membre de la Délégation Fédérale de Négociation
UNI-EDITIONS	SAS	Membre du Conseil de Gestion
JOHN-DEERE Crédit	SAS	Administrateur
GREENCAM	GIE	Administrateur
GRAND SUD OUEST CAPITAL	SA	Administrateur
FIRECA	SAS	Administrateur
CAMCA et CAMCA LUXEMBOURG	SA	Administrateur et Membre du Bureau
SOFINCO	SA	Administrateur
MERIDIAN BANK	SA	Administrateur
CARI	SA	Administrateur
Fédération Bancaire Française Section CHARENTE	Association	Président
MEDEF de CHARENTE	Association	Administrateur
Ecole d'Ingénieurs de PURPAN à Toulouse	Association	Administrateur

▪ *M. Pierre FORT*

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</i>
CETECAR	GIE	Représentant permanent de la CRCAM Champagne-Bourgogne
CREDIT AGRICOLE TITRES	SNC	Membre du Comité consultatif
RADIAN	SA	Représentant permanent de la CRCAM Champagne-Bourgogne, Administrateur

▪ *M. Jacques DURAND*

<i>Société</i>	<i>Forme juridique</i>	<i>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</i>
FRANCE NORD TELESURVEILLANCE		Président
CRITEL		Administrateur
RADIAN	SA	Représentant permanent de la CRCAM Nord de France, Administrateur

- **Mme Sylvie VERNET GRUOT**

<b>Société</b>	<b>Forme juridique</b>	<b>Mandats et fonctions exercés au cours de l'année 2007</b>
CACEIS CORPORATE TRUST	SA	Présidente du Directoire
CREDIT AGRICOLE INTERNATIONAL EMPLOYEES	SA	Administrateur
RADIAN	SA	Administrateur
EVENEMENTS ET FINANCE*	SAS	Membre du Conseil de gestion
DIGIMEDIA INTERACTIVE	SAS	Membre du Conseil de gestion
REGISTRAR	GIE	Présidente
FCPE CREDIT AGRICOLE AVENIR	FCPE	Membre titulaire

\* Fonction ou mandat libéré en 2007 (société absorbée par CACEIS CORPORATE TRUST au 31/12/2007)

### **3.10 Situation des mandats des Commissaires aux comptes**

Les mandats de la société ERNST & YOUNG et Autres, Commissaire aux comptes titulaire, et du Cabinet PICARLE & Associés, Commissaire aux comptes suppléant, arrivant à expiration à l'issue de la présente assemblée, nous vous proposons de les renouveler dans leurs fonctions pour une nouvelle période de six exercices, soit pour une durée venant à expiration à l'issue de l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Observations faites par l'AMF sur cette proposition de renouvellement des mandats des commissaires aux comptes :  
Néant.

## **4. ANNEXES**

Est joint en annexe au présent rapport, le **tableau des résultats** prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Aucune délégation de compétence ou de pouvoir accordée par l'assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital n'étant en cours de validité, il n'y a pas lieu d'annexer le tableau récapitulatif visé à l'article L. 225-100, al. 7 du Code de commerce.

De même, aucune délégation de compétence ou de pouvoir n'ayant été accordée par l'assemblée générale dans le domaine des augmentations de capital au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas lieu d'annexer le rapport complémentaire du Conseil visé à l'article L. 225-129-5 du Code de commerce.

En l'absence de plan d'attribution d'options de souscription et d'achat d'actions, il n'y a pas lieu d'établir le rapport spécial du Conseil d'administration visé à l'article L. 225-184 du Code de commerce.

En l'absence de plan d'attribution d'actions gratuites, il n'y a pas lieu d'établir le rapport visé à l'article L. 225-197-4 du Code de commerce.

### **Rapport sur le contrôle interne**

En application des dispositions de l'article L. 225-37 al. 6 du Code de commerce, nous allons vous donner lecture du rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle mises en place par la Société.

Nous vous rappelons que ce rapport fera l'objet d'une mise en ligne sur le site de RADIAN en application de l'article 221-1 et 221-3 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et d'un dépôt auprès de l'AMF en application de l'article 221-5 dans les conditions fixées par une instruction de l'AMF.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

## II ) BILAN et COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2007

### BILAN AU 31 décembre 2007

(en euros)

#### ACTIF

	MONTANT BRUT	AMORTIS SEMENTS	NET 31/12/2007	NET 31/12/2006	ANNEXES
Autres participations					
Autres titres immobilisés	2 759 082 974		2 759 082 974	2 664 536 749	Annexe 1 (a)
Autres immobilisations financières	32 339 626		32 339 626	30 324 261	Annexe 1 (b)
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 791 422 600</b>		<b>2 791 422 600</b>	<b>2 694 861 010</b>	
Autres créances				3 927	
Valeurs mobilières de placement	2 041 696		2 041 696		
Disponibilités	798 862		798 862	2 607 814	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 840 558</b>		<b>2 840 558</b>	<b>2 611 742</b>	
Primes de remboursement des obligations	480 545		480 545	757 520	Annexe 1 (b)
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 794 743 703</b>		<b>2 794 743 703</b>	<b>2 698 230 272</b>	

#### PASSIF

	NET 31/12/2007	NET 31/12/2006	ANNEXES
Capital social ou individuel dont versé	750 000	750 000	Annexe 1 (d)
Réserve légale	76 224	76 224	
Réserves réglementées	12 245	12 245	
Autres réserves	853 251	853 251	
Report à nouveau	418 236	142 958	
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>172 504</b>	<b>325 278</b>	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 282 460</b>	<b>2 159 957</b>	Annexe 1 (e)
Provisions pour charges	392 290	392 290	
<b>PROVISIONS</b>	<b>392 290</b>	<b>392 290</b>	Annexe 1 (c)
<b>DETTES FINANCIERES</b>			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers	2 790 816 149	2 694 597 916	Annexe 1 (b)
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 011 411	889 355	Annexe 1 (b)
Dettes fiscales et sociales	241 393	190 752	Annexe 1 (b)
<b>DETTES</b>	<b>2 792 068 953</b>	<b>2 695 678 024</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 794 743 703</b>	<b>2 698 230 272</b>	

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2007**  
(en euros)

	NET 31/12/2007	NET 31/12/2006	ANNEXES
Production vendue de services			
<b>Chiffre d'affaires net</b>			
Autres produits			
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Autres achats et charges externes	6 916 866	5 919 191	
Impôts, taxes et versements assimilés	204 411	190 806	
Autres charges	74 686	60 839	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	7 195 963	6 170 836	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-7 195 963</b>	<b>-6 170 836</b>	
Perte supportée ou Bénéfice transféré			
Produits financiers de participation			
Produits autres valeurs mobilières, créances immo.	126 983 616	116 536 849	Annexe 1 (f)
Autres intérêts et produits assimilés	4 418 798	4 165 011	
Reprises sur provisions et transferts de charges		24 227	
Produits nets cession valeurs mobilières placement			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	131 402 414	120 726 087	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 640 231	1 767 974	
Intérêts et charges assimilées	122 235 777	112 369 580	
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	123 876 008	114 137 554	
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>7 526 406</b>	<b>6 588 533</b>	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>330 443</b>	<b>417 697</b>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		12 899 231	
Reprises sur provisions et transferts de charges			
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		12 899 231	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		12 895 928	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions			
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		12 895 928	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>3 304</b>	
Impôts sur les bénéfices	157 939	95 723	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>131 402 414</b>	<b>133 625 319</b>	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>131 229 910</b>	<b>133 300 041</b>	
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>172 504</b>	<b>325 278</b>	

## ANNEXE 1

### ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2007

#### I. FAITS CARACTERISTIQUES

Au cours de l'exercice 2007, RADIANT a connu un amortissement sur la ligne de décembre 97 à 5,60% pour un montant de 66 620 217 € et a effectué deux émissions pour un montant total de 162 000 000 € répartis comme suit :

- Une émission en juillet 2007 pour un montant de 105 000 000 € d'une durée de 10 ans au taux fixe de 4,80%.
- Une émission en décembre 2007 pour un montant de 57 000 000 € d'une durée de 10 ans au taux fixe de 5,10%.

#### II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

La situation au 31 décembre 2007 a été établie selon les mêmes règles que l'arrêté annuel au 31 décembre 2006. Les règles et principes comptables édictés par le nouveau plan comptable général (règlement CRC 99-03 du 29 avril 1999) s'appliquent.

Les choix, parmi les méthodes légales, sont les suivantes :

- Les titres de participation sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.
- Lorsque des émissions et des souscriptions comportent une prime d'émission :
  - Les titres souscrits par RADIANT auprès des caisses régionales sont enregistrés à leur coût d'acquisition, primes d'émission incluses ou net de primes d'émission selon que le titre est émis au-dessus ou en dessous du pair.
  - Les titres émis par RADIANT auprès du public sont comptabilisés pour la valeur totale de remboursement. Les primes d'émission sont inscrites au passif pour les émissions au-dessus du pair et à l'actif dans le cas d'émissions en dessous du pair.
  - Les primes d'émission sont inscrites au compte de résultat de façon linéaire sur la durée des souscriptions et des emprunts.
- Les sorties des titres de participation, des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement, sont valorisées d'après la méthode PEPS.
- La comptabilisation d'une provision pour impôt dans les comptes sociaux de RADIANT traduit la charge future d'impôt sur les sociétés dont il conviendra d'effectuer le calcul sur la base des coupons courus au 31 décembre 1992, des titres subordonnés souscrits auprès des Caisses Régionales dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

#### a) IMMOBILISATIONS (en euros)

Les mouvements comptables concernant les immobilisations financières jusqu'au 31 décembre 2007 sont les suivants :

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Début exercice	Acquisitions/Emissions
Autres participations		
Autres titres immobilisés (1)	2 664 536 749	162 252 720
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	30 324 261	2 661 906
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 694 861 010</b>	<b>164 914 626</b>



IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Amortissement / Rachat	Amortissement Prime 2007	Fin exercice
Autres participations			
Autres titres immobilisés (1)	66 620 217	1 086 278	2 759 082 974
Autres immobilisations financières (intérêts courus non échus des titres subordonnés)	104 950	541 591	32 339 626
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>66 725 167</b>	<b>1 627 869</b>	<b>2 791 422 600</b>

(1) *Détail des titres immobilisés*

DETAIL DES TITRES IMMOBILISES			Nominal	Prime d'émission	Amortissements prime d'émission	Total
DECEMBRE	1 990	3,89%	133 392 882			133 392 882
AVRIL	1 991	3,89%	104 884 922	40 377	6 769	104 918 530
DECEMBRE	1 991	3,89%	25 001 637	81 597	13 681	25 069 553
DECEMBRE	1 997	5,75%		20 917	20 917	
JUIN	1 998	5,40%	224 862 292	663 448	443 514	225 082 226
DECEMBRE	1 998	4,65%	157 909 217	753 724	381 038	158 281 903
MAI	1 999	4,25%	92 000 000	-127 228	-53 316	91 926 088
JUIN	1 999	4,65%	126 650 000	-126 338	-50 618	126 574 280
NOVEMBRE	1 999	5,40%	140 800 000	-503 955	-173 042	140 469 087
JUIN	2 000	5,70%	168 500 000	281 928	80 836	168 701 092
DECEMBRE	2 000	5,80%	144 500 000	84 542	21 519	144 563 023
MAI	2 001	5,40%	85 000 000	2 247	510	85 001 737
JUIN	2 001	5,50%	71 500 000	32 890	7 360	71 525 530
NOVEMBRE	2 003	4,63%	113 000 000	643 397	93 487	113 549 910
NOVEMBRE	2 004	4,23%	77 200 000	810 915	102 879	77 908 036
JUIN	2 005	3,60%	200 000 000			200 000 000
NOVEMBRE	2 005	3,73%	90 000 000	1 559 046	143 302	91 415 744
NOVEMBRE	2 005	3,73%	10 000 000	200 785	18 455	10 182 330
JANVIER	2 006	3,73%	10 000 000	237 487	21 829	10 215 658
NOVEMBRE	2 006	4,451%	115 000 000			115 000 000
NOVEMBRE	2 006	4,195%	108 000 000	59 805	5 037	108 054 768
DECEMBRE	2 006	4,491%	395 000 000			395 000 000
JUILLET	2 007	4,945%	105 000 000	24 151	1 183	105 022 968
DECEMBRE	2007	5,245%	57 000 000	228 570	939	57 227 631
<b>TOTAL</b>	<b>GENERAL</b>		<b>2 755 200 950</b>	<b>4 968 305</b>	<b>1 086 278</b>	<b>2 759 082 974</b>

b) CREANCES ET DETTES (en euros)

Les créances et dettes constatées au 31 décembre 2007 se présentent comme suit :

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières (1)	32 339 626	32 339 626	
Autres créances			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>32 339 626</b>	<b>32 339 626</b>	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an, 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes d'établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 790 816 149	414 688 592	1 092 633 805	1 283 493 752
Charges à payer dividende				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 011 411	1 011 411		
Etat : autres impôts, taxes assimilées	241 393	241 393		
Groupe et associés				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 792 068 953</b>	<b>415 941 396</b>	<b>1 092 633 805</b>	<b>1 283 493 752</b>

(1) Intérêts courus non échus des souscriptions de titres subordonnés présentés en immobilisations financières.

(2) Emissions de titres subordonnés :

- Nominal : 2 755 200 950
- Primes d'émission au-dessus du pair : 4 290 736  
(taux d'émission supérieur à 100 %) (\*)
- Intérêts courus non échus : 31 324 463

(\*) Les primes d'émission nettes au-dessous du pair (480 544.53) sont présentées à l'actif

	Début exercice	Augmentations	Dotations Amt	Fin exercice
Primes d'émission des TSR émis en dessous du Pair	757 521		276 976	480 545

c) PROVISIONS (en euros)

Les provisions pour la situation au 31 décembre 2007 sont les suivantes :

RUBRIQUES	Début exercice	Dotations	Reprises	Fin exercice
Provisions pour impôts (1)	392 290			392 290
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>392 290</b>			<b>392 290</b>

(1) Cette provision pour impôts d'un montant de 392 290 euros correspond à la charge future d'impôt sur les sociétés calculée sur la base des coupons courus 1992 des TSR souscrits auprès des caisses régionales, dont l'imposition est reportée à la date de cession ou de remboursement des titres.

d) COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL (en Euros)

Le capital social est fixé à 750 000 euros et divisé en 50 000 actions de 15 Euros chacune (AGE du 18 juin 1999)

Principal actionnaire : Les Caisses Régionales.

e) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (en euros)

	Capital	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	CAPITAUX PROPRES
<b>31/12/2005 avant affectation</b>	<b>750 000</b>	<b>941 720</b>	<b>150 342</b>	<b>42 616</b>	<b>1 884 678</b>
Affectation du résultat (1)			-7 384	-42 616	-50 000
Autres variations					
Résultat 31/12/2006				325 278	325 278
<b>31/12/2006 avant affectation</b>	<b>750 000</b>	<b>941 720</b>	<b>142 958</b>	<b>325 278</b>	<b>2 159 956</b>
Affectation du résultat (2)			275 278	-325 278	-50 000
Autres variations					
Résultat 31/12/2007				172 504	172 504
<b>31/12/2007 avant affectation</b>	<b>750 000</b>	<b>941 720</b>	<b>418 236</b>	<b>172 504</b>	<b>2 282 460</b>

(1) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2006

(2) Distribution de dividendes d'un montant de 50 000 euros en 2007

**f) ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT (En K€)**

RUBRIQUES	Entreprises liées
ACTIF IMMOBILISE	
Autres titres immobilisés	2 759 083
Autres immobilisations financières	32 340
DETTES	
Emprunts et dettes/Etablissements de crédit	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	891
Autres dettes	
CHARGES	
Autres achats et charges externes	
- Commissions sur emprunts	4 281
- Autres charges diverses d'exploitation	6
Autres charges	
PRODUITS	
Commissions sur prêts	
Autres produits financiers	126 984

**g) ENGAGEMENTS HORS BILAN (en euros)**

RUBRIQUES	Montant hors bilan	
	31/12/2007	31/12/2006
Autres engagements reçus :		
Sur les émissions d'emprunts RADIAN : (1)		
- capital	2 755 200 950	2 659 821 167
- intérêts courus non échus	31 324 463	29 381 639
- intérêts non courus, non échus	651 428 306	705 999 982
<b>TOTAL</b>	<b>3 437 953 719</b>	<b>3 395 202 788</b>

(1) Crédit Agricole SA garantit le remboursement du nominal et des intérêts des émissions des emprunts RADIAN.

**h) IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE**

DENOMINATION SOCIALE ET SIEGE SOCIAL	Forme	Montant capital
Crédit Agricole S.A. 91/93, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS	SA	5 009 270 616

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

**ANNEXE 2 – RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en euros)**

<b>DATE D'ARRETE Durée de l'exercice</b>	<b>31/12/2007 12 mois</b>	<b>31/12/2006 12 mois</b>	<b>31/12/2005 12 mois</b>	<b>31/12/2004 12 mois</b>	<b>31/12/2003 12 mois</b>
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	1 970 674	2 188 975	1 837 602	1 977 813	2 920 258
Impôts sur les bénéfices	157 939	95 723	93 462	101 518	1 082 897
Participation des salariés					
Dotations amortissements et provisions	1 640 231	1 767 974	1 701 525	1 757 973	1 705 341
Résultat net	172 504	325 278	42 615	118 322	132 020
Résultat distribué (*)	50 000 (*)	50 000	50 000	50 000	50 000
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dotations amortissements et provisions	36,3	41,9	34,9	37,5	36,7
Résultat après impôt, participation, dotations amortissements et provisions	3,5	6,5	0,9	2,4	2,6
Dividende attribué (*)	1,0 (*)	1,0	1,0	1,0	1,0
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	0	0	0	0	0
Masse salariale	0	0	0	0	0
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales...)	0	0	0	0	0

(\*) montant proposé à l'AG arrêtant les comptes du 31/12/2007

#### IV ) RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

RADIAN S.A

Rapport du commissaire aux comptes

Rapport général  
du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels

**RADIAN, S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2007

## **Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Radian, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1) Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **2) Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables relatives aux titres émis et souscrits par votre société exposées dans l'annexe aux comptes annuels ainsi que des informations données dans l'annexe aux comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **3) Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2008

Le Commissaire aux Comptes  
*ERNST & YOUNG et Autres*

Valérie Meeus

## II) RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

**RADIAN**  
Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 750.000 euros  
Siège social : Immeuble Cotentin  
90, bd Pasteur  
75015 PARIS  
RCS Paris n°B 352 020 150

---

### RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

Article L. 225-37 du Code de commerce

Chers actionnaires,

En complément du rapport de gestion établi par le Conseil d'administration, je vous rends compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société Radian.

Il est précisé que le présent rapport a été établi sur la base des travaux du Responsable du Contrôle Permanent de la Direction Financière de Crédit Agricole SA et de la Direction Générale de Radian.

Il a été finalisé sur la base de la documentation et des reportings disponibles au sein de Radian au titre du dispositif réglementaire de contrôle interne. En outre, des échanges réguliers, portant sur le contrôle interne et les risques de Radian, sont intervenus entre le Président du Conseil d'administration, le Directeur général et les responsables des fonctions de contrôle, notamment au sein du Conseil d'administration (en particulier au moyen des présentations semestrielle et annuelle sur le contrôle interne et les risques). Enfin, le présent rapport est présenté au Conseil lors de sa séance du 19 mars 2008.

#### **I. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL**

##### **1. PRESENTATION DU CONSEIL**

###### Composition du Conseil

- Nombre de membres (art. 14.1 des statuts) : le Conseil d'administration doit être composé de 3 à 18 membres, personnes physiques ou morales.
- Durée du mandat (art. 14.2 des statuts) : les administrateurs sont nommés ou renouvelés pour 3 ans renouvelables par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui peut les révoquer à tout moment.
- Nombre minimum d'actions (art. 15 des statuts) : chaque administrateur doit être propriétaire d'une action de la Société.
- Président (art. 18 des statuts et 2.B du règlement intérieur) : le Conseil élit en son sein un Président personne physique dont il détermine la rémunération.

Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

- Les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées.

## Rôle et fonctionnement général du Conseil

### ▪ Informations générales : Règlement intérieur et Charte de l'administrateur :

En outre des dispositions légales et statutaires, le règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 18 juin 2002, définit les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et de la Direction Générale. Il détermine notamment :

- les règles de fonctionnement du Conseil d'administration en ce qui concerne la participation des administrateurs aux réunions et notamment la faculté de participation au conseil par moyens de visioconférence ;
- l'étendue des pouvoirs du conseil : celui-ci exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi et les statuts, sous réserve de l'obtention de l'accord préalable de CREDIT AGRICOLE SA pour certaines décisions (nomination du Président du Conseil, du Directeur Général ou d'un ou plusieurs Directeurs Généraux délégués ; distribution des résultats)
- l'étendue du rôle du Président ;
- les modalités de création du Comité des rémunérations ;
- l'étendue des pouvoirs du Directeur Général, lequel doit obtenir l'accord préalable du Conseil d'administration pour certaines opérations (cf. point 4 ci-après) ;
- l'application au sein de la Société des procédures internes du groupe Crédit Agricole ;
- les modalités de modification des statuts et du règlement intérieur.

Il est annexé au règlement intérieur une Charte de l'administrateur du Crédit Agricole.

### ▪ Règles de fonctionnement du Conseil :

- Convocations (art. 16.1 des statuts) : le Conseil se réunit sur convocation du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige (dans les faits, le conseil se réunit au moins chaque semestre pour l'examen des comptes semestriels et l'arrêté des comptes annuels).

Lorsque le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de 2 mois, le tiers au moins des administrateurs ou le Directeur général peuvent demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens, au moins 3 jours à l'avance. Elles peuvent être verbales et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

- Lieu (art. 16.1 des statuts) : la réunion a lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.
- Délibération (art. 16.2 des statuts) : le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les administrateurs peuvent participer à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence, sauf pour les décisions concernant la nomination, la révocation et la rémunération du Président, du Directeur général et des Directeurs généraux délégués, l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion (art. 1.2 du règlement intérieur).

### ▪ Indications complémentaires :

- Le Conseil est informé de la situation financière, de la situation de la trésorerie ainsi que des engagements de la Société par la mise à disposition de dossiers spécifiques afférents aux ordres du jour de ses réunions.
- Modalités de mise en œuvre du droit de communication des administrateurs :
  - Délai préalable habituel de mise à disposition des documents : en moyenne une semaine.



- Contenu de l'information communiquée aux administrateurs avant les réunions du Conseil : rapports et éléments comptables, économiques et financiers.
- Formations spécifiques proposées aux administrateurs : néant.

#### Evaluation des performances du Conseil :

Il n'a pas été pris de mesures spécifiques d'évaluation des performances du Conseil.

#### Principes et règles arrêtés pour déterminer la rémunération des mandataires sociaux :

Les mandataires sociaux de la société n'ont perçu aucune rémunération ni aucun jeton de présence au cours de l'exercice par la société.

#### Conventions « réglementées » et « déclarables »

- *Conventions « réglementées »* : La procédure d'autorisation préalable est bien respectée, mais aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue ou ne s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Conformément aux dispositions légales, le commissaire aux comptes en a été averti pour l'établissement de son rapport spécial qu'il présentera sur ce point à l'assemblée générale.
- *Conventions dites « déclarables »* : Aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-39 du Code de commerce n'a été conclue ou ne s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Conformément aux dispositions légales, le Conseil d'administration et le commissaire aux comptes en ont été avertis.

### **2. PRESENTATION DES COMITES (D'AUDIT ET DES COMPTES/ DES REMUNERATIONS/ DES NOMINATIONS)**

Aucun comité n'a été mis en place.

### **3. PRESENTATION DES LIMITATIONS QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION APPORTE AU POUVOIR DU DIRECTEUR GENERAL**

Dans les relations internes de la Société et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, le Directeur général doit obtenir l'accord du Conseil (en référence au règlement intérieur) :

- pour définir le plafond annuel des émissions autorisées, sachant qu'en application de l'article L. 228-40 du Code de commerce tel que modifié par l'ordonnance n° 2004-604 du 24/6/2004 portant réforme du régime des valeurs mobilières émises par les sociétés commerciales, le pouvoir de décider ou autoriser l'émission d'obligations est reconnu au Conseil d'administration de la Société ;
- pour la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières nécessaires à la réalisation de l'objet social, d'un montant supérieur à 10 millions d'euros ;
- pour la constitution de sûretés et garanties de toute nature sur les biens de la Société.

## **II. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE**

#### Définition du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est défini, au sein du Groupe Crédit Agricole, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité et l'efficacité des opérations, conformément aux définitions de Place.

Ce dispositif et ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne du fait notamment d'insuffisances de procédures ou de systèmes d'information, de défaillances techniques ou humaines.

Il se caractérise donc par les objectifs qui lui sont assignés :

- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du groupe ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité aux lois et règlements et aux normes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Les dispositifs mis en œuvre dans cet environnement normatif procurent d'ores et déjà un certain nombre de moyens, d'outils et de reporting au Conseil, à la Direction Générale et au management notamment, permettant une évaluation de la qualité des dispositifs de contrôle interne mis en œuvre et de leur adéquation (systèmes de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d'actions correctrices,...).

Il est rappelé que le dispositif de contrôle interne mis en œuvre par Radian, s'inscrit dans un cadre de normes et de principes rappelés ci-dessous et déclinés d'une façon adaptée aux différents niveaux du Groupe Crédit Agricole afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

## **1. TEXTES DE REFERENCE EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE**

### *Références internationales émises notamment par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire*

*Références légales et réglementaires :* Code monétaire et financier, règlement CRBF 97-02 modifié relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, ensemble des textes relatifs à l'exercice des activités bancaires et financières (recueil établi par la Banque de France et le CRBF) ; Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

### *Références propres au Crédit Agricole :*

- Note de Procédure 2006-11 sur « l'organisation du contrôle interne du groupe Crédit Agricole S.A. » ;
- Corpus et procédures relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents ;
- Charte de déontologie du Groupe Crédit Agricole.

### *Références propres à Radian*

- Règlement intérieur et Charte de l'administrateur, présentés le 18 juin 2002 au Conseil d'administration ;

## **2. PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE**

### *Acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle*

- Champ et répartition des compétences : la Société entre dans le périmètre de contrôle interne de Groupe Crédit Agricole.
- Niveau de rattachement des différents acteurs ou structures : les acteurs opérationnels de la structure sont, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. pour les opérations financières – émissions, rachats - et CACEIS-CT pour la tenue de la comptabilité et des comptes, sous le contrôle de la Direction de la Gestion Financière.
- Organisation des prestations externalisées : Radian (par son Directeur général) délègue à Crédit Agricole S.A. les questions financières, juridiques (en liaison avec le Cabinet d'avocats SHUBERT-COLLIN), le traitement des questions fiscales et celles relatives à la déontologie.
- Rôle des différents acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle interne : les entités opérationnelles (cf. supra) appliquent leurs principes et procédures de Contrôle Interne et de déontologie à l'activité qu'elles assurent pour le compte de Radian. L'Inspection Générale de Crédit Agricole S.A. (IGL) exerce un contrôle périodique via la Direction de la Gestion Financière.

### Principes fondamentaux

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne de Radian et communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole sont :

- la couverture exhaustive des activités,
- la responsabilité de l'ensemble des acteurs,
- une définition claire des tâches (convention de prestation de services entre Radian et Crédit Agricole S.A., convention de mandat entre Crédit Agricole S.A. et CACEIS-CT pour les activités de Services aux Emetteurs; ces deux conventions sont en cours de révision pour une mise en conformité avec le règlement CRBF actualisé 97-02 relatif au contrôle interne.,
- les activités de Radian sont dans le périmètre du projet de mise en place d'un contrôle des risques et d'un contrôle permanent au sein de Crédit Agricole S.A. et plus particulièrement au sein de la Direction de la Gestion Financière,
- une séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle,
- des délégations formalisées et à jour,
- des normes et procédures, notamment comptables et de traitement de l'information, formalisées et à jour,
- des systèmes de mesure des risques et des résultats (les comptes étant établis par une société indépendante),
- des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques,
- un système de contrôle, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés et des contrôles périodiques (inspection générale, audit), *décrits plus loin.*

### Pilotage du dispositif

Il n'a pas été nommé de Responsable du Contrôle Interne au sein de Radian, cette fonction étant assurée par le Directeur Général, sous le contrôle du Président du Conseil d'administration.

### Rôle de l'organe délibérant : Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Il est impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus par l'entreprise. A ce titre, il est régulièrement informé des limites globales fixées en tant que niveaux acceptables de ces risques. Les niveaux d'utilisation de ces limites lui sont également communiqués.

Il approuve l'organisation générale de l'entreprise ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne. En outre, il est informé, au moins une fois par an, par l'organe exécutif, de l'activité et des résultats du contrôle interne.

Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du rapport annuel sur le contrôle interne qui lui est systématiquement communiqué, conformément à la réglementation bancaire et aux principes du Groupe Crédit Agricole. Ainsi le rapport sur le contrôle interne de l'année 2006 a fait l'objet d'une présentation lors de la séance du Conseil d'Administration du 21 mars 2007.

### Rôle de l'organe exécutif

L'organe exécutif est directement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par l'organe délibérant (le Conseil d'Administration approuve périodiquement les conditions d'émission et suit l'équilibre d'exploitation de la société).

L'organe exécutif définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficiente par des personnes compétentes. En particulier, il fixe clairement les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Il veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement reportées.

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier et des mesures correctrices proposées, notamment dans le cadre du Comité de Contrôle Interne.

### 3. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE MAITRISE DES RISQUES FINANCIERS ET DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE AUXQUELS EST SOUMISE L'ENTREPRISE

#### Mesure et surveillance des risques financiers

Radian met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques financiers adaptés à ses activités, ses moyens et à son organisation et intégrés au dispositif de contrôle interne.

Ainsi, selon les principes du montage des émissions, celles-ci ne doivent pas générer de risque financier, du fait de l'adossement entre émissions réalisées par la société Radian et émissions réalisées par les Caisses Régionales.

Périodiquement, la Direction de la Gestion Financière de Crédit Agricole S.A. s'assure de l'équilibre actif / passif de la Société Radian.

#### Dispositif de contrôle permanent

Des contrôles permanents opérationnels sont réalisés au sein de chaque entité opérationnelle sur la base des manuels de procédures décrivant les traitements à réaliser ainsi que les contrôles afférents. Les anomalies détectées par ces moyens font l'objet de plans d'actions correctrices.

Un dispositif de contrôles particulier recouvre l'encadrement des prestations de services « essentielles » externalisées, pour lequel une actualisation des contrats de sous-traitance et des procédures de contrôle est en cours.

Dans le cadre de la démarche Groupe, un plan d'action défini en 2007, visant à renforcer le dispositif de contrôle permanent, a été mis en œuvre.

Les points de contrôle ont été identifiés et formalisés à l'aide d'une démarche de type « cartographie des processus » réalisée en 2007 sur le processus « émission RADIANT ». La remontée des indicateurs de risque et de contrôle qui en découle est en cours et sera opérationnelle en 2008.

Le Contrôle Interne se déploie autour de chacune des fonctions centrales de la Société et de son objet social :

- les émissions :

Des obligations réglementaires sont contrôlées préalablement à chaque émission :

les autorisations d'émettre par les Caisses régionales ;

les demandes de l'AMF en vue de l'obtention de son visa. Les sociétés faisant appel public à l'épargne et dont les instruments financiers sont admis sur un marché réglementé sont assujetties aux obligations réglementées issues de la transposition dans le code monétaire et financier de la Directive Européenne dit Transparence. Un arrêté du 4 janvier 2007 portant homologation des modifications du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) relatives aux nouvelles obligations d'information, de diffusion et d'archivage sont entrées en vigueur le 20 janvier 2007 (date de sa publication au Journal Officiel).

Les nouvelles obligations d'information, de diffusion et d'archivage de l'information réglementée issues de la transposition de la Directive transparence sont appliquées.

Des procédures sont suivies pour le montage (délivrance systématique à chaque émission d'un mandat entre Radian et Crédit Agricole S.A. sous la forme d'une lettre d'engagements) et pour le placement des émissions (réalisation d'un calendrier prévisionnel).

- la gestion de la société :

Des contrôles périodiques sont effectués pour examiner les comptes chaque semestre en vue de vérifier la cohérence avec l'activité et les perspectives d'équilibre de la Société.

Les factures à régler par Radian font l'objet d'un contrôle.

En outre, des dispositifs de contrôle particuliers recouvrent les systèmes d'informations et les plans de continuité d'activités, pour lesquels des procédures et contrôles visent à assurer un niveau de sécurité satisfaisant.

#### Dispositifs de contrôle interne de l'information comptable et financière

La fonction comptable de Radian est organisée selon un principe de délégation à CACEIS-CT, qui gère le plan de comptes et les référentiels associés, assure des contrôles de cohérence et d'exhaustivité, établit en temps voulu les états financiers individuels et consolidés et les déclarations fiscales relevant de sa responsabilité. Par sa mission d'élaboration de l'information comptable, CACEIS-CT, sous l'autorité du Directeur Général, est à l'origine de l'information financière diffusée au public par Radian. Elle assure en outre la coordination avec les travaux des commissaires aux comptes.

Piloté par CACEIS-CT, le dispositif de contrôle comptable, qui fait partie intégrante du système de contrôle de Radian, s'appuie sur une méthodologie formalisée visant à s'assurer du respect des dispositions légales et réglementaires (notamment l'existence et la continuité de la piste d'audit) par le système d'information comptable et réglementaire de Radian et des référentiels qui leur sont associés.

Enfin, CACEIS-CT transmet des reportings à Crédit Agricole S.A., conformément aux instructions de la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A., afin de permettre l'élaboration des comptes consolidés du groupe Crédit Agricole.

CACEIS-CT s'est doté, conformément aux recommandations du Groupe en matière de contrôle permanent, des moyens de s'assurer de la qualité des données comptables et de gestion transmises au Groupe pour les besoins de la consolidation, notamment sur les aspects suivants : conformité aux normes applicables, concordance avec les comptes individuels arrêtés par son organe délibérant, réconciliation des résultats comptables et de gestion.

Radian établit des comptes individuels selon les normes comptables du Groupe Crédit Agricole, diffusées par la Direction de la Comptabilité et de la Consolidation de Crédit Agricole S.A.

CACEIS-CT met en œuvre les systèmes d'information comptable, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Crédit Agricole S.A., lui permettant d'élaborer les données dans les conditions de sécurité satisfaisantes.

Les objectifs du contrôle permanent comptable visent à s'assurer de la couverture adéquate des risques majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière et sont présentés ci-dessous :

- conformité des données au regard des dispositions légales et réglementaires et des normes du Groupe Crédit Agricole,
  - fiabilité et sincérité des données, permettant de donner une image fidèle des résultats et de la situation financière de Radian,
  - sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de Radian sur l'information publiée,
  - prévention des risques de fraudes et d'irrégularités comptables.
- Principaux acteurs impliqués dans le contrôle de cette information : les comptes sont préparés par CACEIS-CT, sous le contrôle du Directeur Général de la Société. Des réunions de pré arrêté sont tenues au sein de la Direction de la Gestion Financière (analyse des comptes, préparation de comptes d'exploitation prévisionnels, rapprochements comptabilité / gestion, ...).
- Liaisons avec les Commissaires aux comptes :  
Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les commissaires aux comptes mettent en œuvre les diligences sur l'information comptable et financière publiée :
- audit des comptes individuels,
  - examen limité des comptes semestriels,
  - lecture d'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée
- Dans le cadre de leur mission légale, les commissaires aux comptes présentent au Conseil d'administration les conclusions de leurs travaux..

Il est rappelé que le dispositif de contrôle interne mis en œuvre par Radian s'inscrit dans un cadre de normes et de principes rappelés ci-dessous (« références ») et déclinés d'une façon adaptée aux différents niveaux du Groupe Crédit Agricole afin de répondre au mieux aux obligations réglementaires propres aux activités bancaires.

#### Contrôle périodique (Audit/Inspection)

- Audit interne par l'Inspection :

Des missions d'audit périodiques visent à s'assurer du respect des règles externes et internes (procédures), de la fiabilité et de l'exhaustivité des informations, et de la fiabilité de la comptabilité. Ces missions concourent à vérifier la pertinence des dispositifs de contrôle interne et de l'adéquation des moyens.

Conformément aux modalités d'organisation communes aux entités du Groupe Crédit Agricole, décrites ci-avant, et aux dispositifs et procédures existants au sein de Radian, le Conseil d'administration, la Direction Générale et les composantes concernées de l'entreprise sont tenus informés avec précision du contrôle interne et du niveau d'exposition aux risques, ainsi que des axes de progrès enregistrés en la matière, et de l'avancement des mesures correctrices adoptées, dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue. Cette information est retranscrite notamment au moyen du rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques, mais aussi par des reportings réguliers d'activité, des risques et de contrôle.

Jean PHILIPPE

Président du Conseil d'administration

### III ) RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LE CONTROLE INTERNE

#### RADIAN S.A

##### Rapport du commissaire aux comptes

établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Radian, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

**RADIAN, S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2007

**Rapport du commissaire aux comptes, établi en application de l'article L.225-335 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Radian, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Radian et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2008

Le Commissaire aux Comptes  
*ERNST & YOUNG et Autres*

Valérie Meeus

V) TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE au 31 décembre 2007

Tableau des flux de trésorerie de Radian (en K€)	
	dec-07
Flux de trésorerie liés à l'activité	
Résultat net	172
Variation du besoin en fonds de roulement	173
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)</b>	<b>345</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	
Acquisition d'immobilisations financières	-2 967
Cessions d'immobilisations financières	66 620
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)</b>	<b>63 653</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	0
Dividendes versés aux actionnaires	-50
Emissions d'emprunts	863
Remboursement d'emprunts	-66 620
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (3)</b>	<b>-65 807</b>
<b>Variation de trésorerie (1 + 2 + 3)</b>	<b>-1 809</b>
Trésorerie d'ouverture	2 608
Trésorerie de clôture	799
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-1 809</b>



## CHAPITRE VI

### ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

#### 6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration, de direction

##### 6.1.0. Composition des organes d'administration, de direction

###### *Président :*

**Monsieur Jean PHILIPPE** : Directeur Général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Pyrénées Gascogne  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 septembre 2006 – 2009

###### *Administrateurs :*

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord de France** représentée par Monsieur Jacques DURAND, Directeur Général Adjoint  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Charente Périgord** représentée par Monsieur François MACE, Directeur Général  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 30 juin 2003 – 2009

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Champagne-Bourgogne** représentée par Monsieur Pierre FORT, Directeur Général Adjoint  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 20 juin 2007 – 2010

**CAAM Group** (anciennement SEGESPAR) représenté par Monsieur Andrew WATSON, Directeur Epargne Entreprise de Crédit Agricole Asset Management  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 4 septembre 1989-2011

**Monsieur Olivier NICOLAS**, Directeur Général de RADIANT et Directeur de la Gestion Financière de Crédit Agricole S A  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 29 mars 2000 – 2011

**Madame Sylvie VERNET-GRUOT**, présidente du directoire CACEIS Corporate Trust  
Date de la première nomination et échéance du mandat : 22 septembre 2005-2009

###### *Direction*

**Monsieur Olivier NICOLAS**, Directeur Général

###### *Contrôle*

###### *Commissaires aux comptes*

**Titulaire**  
ERNST & YOUNG et Autres, 41, rue Ybry - 92576 Neuilly sur Seine Cedex  
*Société représentée par Valérie MEEUS*

**Suppléant**  
*Société Picarle et Associés, 11, allée de l'Arche 92400 Courbevoie*

**Responsable de l'information**  
*Monsieur Olivier NICOLAS*

#### **6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration, de direction**

##### **A) Nombre et dates des réunions du conseil d'administration, du directoire :**

- 1 réunion du Conseil d'administration a eu lieu le 19 mars 2008

##### **B) Comités constitués par l'organe d'administration, de direction :**

Aucun comité n'a été mis en place par l'organe d'administration, de direction pour RADIAN S.A

##### **C) Audit et Gouvernement d'entreprise**

La société RADIAN se conforme au régime du gouvernement d'entreprise en vigueur en France

#### **6.2. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'Emetteur**

**6.2.0.** La répartition des jetons de présence est déterminée par le Conseil (art.14.6 des statuts). Il n'a pas été attribué de jetons de présence

**6.2.1. Options de souscription ou d'achat d'actions**  
Sans objet

##### **6.2.2. Actionnariat**

Toutes les Caisses Régionales, au nombre de 39 au 31 décembre 2007, sont représentées au sein du capital. 8 Caisses Régionales détiennent chacune plus de 5 % du capital social : CRCAM du Languedoc (3655 actions, soit 7,31 %) CRCAM Nord Midi Pyrénées ( 3 481 actions, soit 6,96 %), CRCAM de Champagne-Bourgogne (3 434 actions, soit 6,87 %), CRCAM Brie Picardie (3 118 actions, 6,24 %), CRCAM de Charente-Périgord (3 005 actions, soit 6,01 %), CRCAM de sud Rhône Alpes (2 838 actions, soit 5,68 %), CRCAM des Savoie (2 694 actions, soit 5,39 %), et CRCAM Pyrénées-Gascogne (2 537actions, soit 5,07 %).

Au sein du Conseil d'Administration, présidé par un Directeur Général de Caisse Régionale, sont présentes ou représentées 3 Caisses Régionales qui figurent parmi celles participant régulièrement aux émissions de titres effectuées par la SA RADIAN.

##### **6.2.3. Principaux actionnaires**

Les principales Caisses régionales sont représentées ainsi aucun contrôle n'est exercé de manière abusive.

**6.3. Mention des schémas d'intéressement du personnel :**  
Sans objet

##### **6.3. Conflit d'intérêt :**

Il n'y a aucun conflit d'intérêt potentiel entre les devoirs à l'égard de la société RADIAN de l'une quelconque des personnes composant l'organe d'administration et de direction et leurs intérêts privés.

## **CHAPITRE VII**

### **EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

#### **7.1. EVOLUTION RECENTE**

RADIAN SA a procédé en décembre 2007 à une émission de titres subordonnés remboursables, sous la forme d'une émission publique dans le réseau de 57 M€, d'une durée de 10 ans, avec un taux fixe de 5,10 %; cette émission a été effectuée pour le compte de 5 Caisses régionales.

#### **7.2. PERSPECTIVES D'AVENIR**

RADIAN, qui bénéficie de la garantie de Crédit Agricole S.A., demeure le principal instrument de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole. De ce fait, son activité future restera rythmée par les demandes ponctuelles des Caisses Régionales.

En 2008, pour permettre aux Caisses régionales de maintenir des RSE élevés en levant des fonds propres complémentaires sous la forme de TSR, la SA RADIAN leur proposera à nouveau des émissions au rythme d'au moins une émission chaque semestre en fonction de leurs besoins.

## **CHAPITRE VIII**

### **ACTUALISATION LIEE A L'ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 DU 29 AVRIL 2004 PRIS EN APPLICATION DE LA DIRECTRICE 2003/71/CE DITE « DIRECTRICE PROSPECTUS »**

#### **ORGANES D' ADMINISTRATION , DE DIRECTION**

##### **ORGANIGRAMME**

La société RADIAN reste l'instrument privilégié de levée de fonds propres complémentaires pour les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Les Caisses régionales sollicitent RADIAN S.A afin de chercher à maintenir le niveau de leurs ratios en levant des fonds propres sous la forme de TSR.

#### **INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE , LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR - CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION DE L'EMETTEUR**

Il n'existe aucun changement significatif de la situation financière de RADIAN depuis le 31 décembre 2007. Il ne s'est produit aucun événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité .

#### **TENDANCES**

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'émetteur depuis la date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés.

Aucun évènement ou tendance connue n'est susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur pour l'exercice en cours

## DEUXIEME PARTIE : LE GARANT

### CHAPITRE III

#### RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE GARANT ET SON CAPITAL

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*

### CHAPITRE IV

#### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*

### CHAPITRE V

#### PATRIMOINE - SITUATION FINANCIERE - RESULTATS DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*

## CHAPITRE VI

### GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET CONTROLE INTERNE

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*

## CHAPITRE VII

### EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES D'AVENIR DU GARANT

Se reporter :

- au document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mars 2008 sous le numéro D.08-0140,
- *au rectificatif déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01*
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01
- à l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- *à la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115*

#### Objectifs de Crédit Agricole S.A à horizon 2010

Dans le prolongement du plan d'actions annoncé le 15 mai 2008, Crédit Agricole S.A a redéfini ses objectifs à l'horizon 2010 et dans ce cadre, le groupe a assigné des objectifs opérationnels déclinés ci-après, à chacun de ses pôles :

- Banque de proximité en France – LCL :
  - l'objectif est de faire croître le produit net bancaire (« **PNB** ») de 3 % par an et d'atteindre un coefficient d'exploitation de 65% à l'horizon 2010.
- Banque détail à l'international (« **BDI** ») :
  - l'objectif est de porter la contribution de la BDI à plus du tiers du résultat net part du groupe (« **RNPG** ») des banques de détail (Banques de proximité France et BDI) ;
  - en particulier, les objectifs 2010 pour le Groupe Cariparma Friuladria sont réaffirmés, soit un PNB de 2 milliards d'euros et un résultat net avant impôts de l'ordre de 1 milliard d'euros à horizon 2010 (hors effet spécifique lié à l'amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'acquisition, d'environ 35-40 millions d'euros par an).
- Services financiers spécialisés :
  - un objectif de croissance de PNB supérieur à 10 % par an qui s'accompagnera d'un coût du risque maîtrisé.
- Gestion d'actifs, assurances et banque privée :
  - en Gestion d'actifs, l'objectif est une progression du PNB de 8 % par an avec un coefficient d'exploitation maintenu à un niveau inférieur à 50 % à l'horizon 2010 ;
  - pour les Assurances, l'objectif est une croissance du RNPG supérieure à 8 % par an.

- Banque de financement et d'investissement (« BFI ») :

Les objectifs assignés à la BFI sont déclinés en trois volets :

- réduction des coûts :
    - réduction brute des coûts totaux de 250 millions d'euros dès 2008 par rapport à 2007 (pro forma de Newedge), soit une réduction nette de 150 millions d'euros compte tenu des efforts d'investissement (100 millions d'euros en 2008) pour renforcer la sécurité des opérations et les dispositifs de contrôle des risques ;
    - un coefficient d'exploitation tendant vers 60 % en 2010.
  - Allocation de fonds propres :
    - réduction de la part de la BFI dans les fonds propres alloués aux métiers d'un niveau de 30 % - 35 % à un niveau de 25 % - 30 % à l'horizon 2010.
  - Restauration de la rentabilité :
    - les trois principaux métiers de la BFI (Banque de Financement, Courtiers et Marchés de taux et change) ont pour objectif, en ligne avec la tendance historique, de dégager un socle de résultat net récurrent de l'ordre de 1 milliard d'euros.
- Enfin, selon Crédit Agricole S.A , à horizon moyen terme et dans des conditions économiques normales, l'activité des Caisses régionales devrait s'inscrire dans les tendances suivantes :
- une croissance du PNB supérieure à 2 % par an.
  - un coefficient d'exploitation en baisse de l'ordre de 0,5 point par an.

Le groupe se fixe un objectif de coefficient d'exploitation inférieur à 60 % hors BFI et un objectif de rentabilité des fonds propres (*Return On Equity* ou ROE) compris entre 12 % et 14 % sur la base d'un ratio Tier 1 de 8 % à 8,5 %.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A s'engage à proposer à ses actionnaires un taux de distribution à moyen terme en ligne avec les standards d marché, actuellement de l'ordre de 40 % à 45 %.

A découper et à adresser à :



CRÉDIT AGRICOLE SA  
Service des Publications  
91/93 Boulevard Pasteur - 75015 - PARIS

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : .....

Désire recevoir :

- ☐ le document de référence du garant ayant reçu le numéro de dépôt D.08-0140 de l'Autorité des Marchés financiers en date du 20 mars 2008
- ☐ le rectificatif du document de référence du garant déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2008 sous le numéro D.08-0140-R01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A01,
- ☐ l'actualisation du document de référence du garant déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 20 mai 2008 sous le numéro D.08-0140-A02
- ☐ la note d'opération relative à son augmentation de capital déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 juin 2008 sous le numéro 08-115
- ☐ du prospectus RADIAN ayant reçu de l'Autorité des marchés financiers le numéro de visa 07-427 en date du 27 novembre 2007